

DIPLoMAt

Magazine de la diplomatie et des affaires

Investissement

Mars-Avril 2011

LA RÉVOLUTION ARABE D'OBAMA

Un tournant majeur dans la politique américaine au Moyen-Orient



DISTRIBUTION CIBLÉE

Allemagne, Belgique, Brésil, Canada, Chine, États-Unis, France, Grande-Bretagne, Inde, Japon, Malaisie, Sénégal, Suisse, BCEAO, Banque mondiale, Banque islamique, Banque africaine de développement, CEDEAO, FMI, OIF, ONU, Représentations diplomatiques, Union européenne, Union africaine, UEMOA.

www.diplomatinvestement.com

VILLE DE MONTRÉAL

Destination d'affaires et terre d'investissements directs étrangers



Lieu d'échange et de commerce, la région de Montréal connaît une évolution qui la destine à devenir l'une des grandes villes régionales de ce siècle. Sa position géographique, ses assises diversifiées d'activités économiques et commerciales, ses percées remarquables dans les industries du savoir, soutenues par une population instruite et cosmopolite en font un lieu privilégié de résidence, d'affaires et d'activités culturelles en Amérique du Nord. Point stratégique de l'axe Québec-Windsor, le plus densément peuplé et industrialisé du Canada, la région de Montréal s'insère naturellement dans le périmètre de la vaste mégalopole constituée des villes de Boston, New York et Washington. Avec la globalisation croissante

des marchés et l'accélération des échanges internationaux, la région métropolitaine de Montréal est une importante plaque tournante de la scène économique et culturelle du Québec, du Canada et de l'Amérique du Nord.

Centre économique de premier plan depuis sa fondation au XVII^e siècle, Montréal est rapidement devenue le berceau de l'industrie canadienne grâce à l'activité soutenue de son port et à un accès rapide à l'ensemble des marchés nord-américains. Montréal possède une kyrielle d'entreprises de pointe dans les secteurs les plus variés et excelle entre autres dans les technologies de l'information (TIC) et des communications, les sciences de la vie et l'aérospatiale. ■



Méridien Maritime Réparation

Une entreprise de réalisations !



INSPECTION • RÉPARATION • CONSTRUCTION

www.meridien.cc





Magazine
Diplomat

Magazine Diplomat investissement

Il s'adresse aux décideurs. Magazine spécialisé dans l'information économique et diplomatique destinée exclusivement aux grands dirigeants mondiaux (politiques, diplomatiques, financiers et investisseurs), aux grands événements internationaux et aux grands mouvements des capitaux et des investissements à l'échelle planétaire.

Il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.



EN BREF

Saviez-vous que... 6

ÉDITORIAL

De la révolution agitée à la révolution tranquille? 7

POLITIQUE

La révolution arabe d'Obama 8

Le gouvernement du Cuba publie les grandes lignes des réformes économiques 14

MICHEL MARTELLY 15

Officiellement proclamé vainqueur de l'élection présidentielle



RAÚL CASTRO 14

Les grandes lignes des réformes économiques

JON HUNTSMAN 16

L'ancien ambassadeur des USA en Chine, possible concurrent d'Obama



RELATIONS INTERNATIONALES

2012, qui sera l'introuvable candidat républicain 16

DIPLOMATIE DES AFFAIRES

Plusieurs pays européens convoquent les ambassadeurs de Syrie 18

Le G20 est prêt à venir en aide au Japon 19

LA RÉVOLUTION ARABE D'OBAMA 8



INVESTISSEMENT

Inde : les fonds d'investissement s'ouvrent aux investisseurs étrangers 20

FINANCE

France : Dominique Strauss Khan candidat préféré des français 21

COMMERCE ET ÉCONOMIE

Le commerce électronique offre des opportunités de développement 22

L'économie allemande confirme une santé de fer 23

REPORTAGE

RD CONGO : Loange, ou comment un simple pont contribue à la baisse des prix alimentaires 24

DOSSIER

La Banque mondiale se dote d'une nouvelle stratégie pour soutenir l'Afrique 26

DÉVELOPPEMENT

Perspectives économiques régionales : Moyen-Orient et Asie centrale 27

RÉFLEXION

La Banque mondiale publie son projet de stratégie pour l'Afrique 30

Saviez-vous que...

- Le Premier ministre russe Vladimir Poutine a affirmé qu'il n'avait aucune divergence avec le président Dmitri Medvedev sur la politique étrangère de Moscou, après des déclarations la veille qui pouvaient laisser penser le contraire sur l'intervention occidentale en Libye.
- La révolution en Tunisie et la chute du président égyptien Hosni Moubarak ressemble aux bouleversements politiques observés dans le passé, sauf sur un point : le rôle clé joué par les réseaux sociaux. Facebook, en particulier, autrefois considéré comme un passe-temps high-tech pour adolescents désœuvrés, apparaît désormais comme un outil politique de premier ordre.
- Les révoltes arabes ont montré que la domination des intérêts stratégiques et économiques sur les relations internationales devait maintenant faire place à la soif de dignité et de valeurs universelles des citoyens, affirme Abdou Diouf, secrétaire général de l'Association Internationale de la Francophonie (OIF).
- Le souffle de révolte et de liberté qui s'est emparé du monde arabe semble avoir pris de cours les administrations, les chancelleries, les observateurs et même les services de renseignements. Qui aurait pu prédire ce qui est arrivé? Mais à y regarder de plus près cette succession d'événements en cascade ne porte-t-elle pas, finalement, la plupart des caractéristiques de la société mondiale de ce début de troisième millénaire?
- Avec 1,4 milliard d'habitants et un taux de croissance de 9%, la Chine apparaît, avec les États-Unis, comme l'autre grande puissance mondiale. L'entrée de 500 millions de Chinois dans la société de consommation induit une formidable demande de céréales et de terres, inquiétante pour les pays qui souffrent de la faim. L'Inde (1,2 milliard d'habitants, 7,5% de taux de croissance), pèse de plus en plus.
- La crise libyenne a détruit la diplomatie européenne. Certains États européens (France et Royaume-Uni) se sont fait entendre, notamment parce qu'ils ont les moyens militaires de leurs ambitions. Mais l'Union Européenne est une fois de plus divisée et impuissante. La crise libyenne aura eu raison de la politique extérieure commune de l'Union européenne. Depuis un an que le traité de Lisbonne est entré en vigueur, la PESD – la politique extérieure et de sécurité commune – comme on l'appelle dans le jargon bruxellois, n'avait pas vraiment fait bonne figure. Résultat: Mme Ashton Chef de la diplomatie européenne a pratiquement été absente pendant le mouvement qui a soulevé les peuples arabes. Elle a dû attendre plusieurs semaines après le départ du Tunisien Ben Ali puis de l'Égyptien Moubarak pour manifester son existence.
- Le milliardaire américain Warren Buffett a annoncé qu'il cherchait à investir dans des économies de poids comme l'Inde, la Chine, mais aussi la Grande Bretagne. "Il est tout à fait logique de s'intéresser à l'Inde. J'espère pouvoir y investir un peu d'argent", a déclaré le Warren Buffet à la presse.
- Le premier ministre québécois M. Jean Charest a annoncé un Plan Nord permettra la réalisation d'investissements privés de 50 milliards \$. Des multinationales telles GoldCorp, Arcelor Mital et le fabricant indien des automobiles Tata sont prêts à lancer plusieurs projets miniers de très grande envergure dans les secteurs des monts Otish, du mont Wright et de Kuujuaq. Des investisseurs chinois ont, de leur côté, au moins 10 milliards \$ à investir dans un projet de mine de fer au Nunavik, en partenariat avec Adriana Ressources. Les Chinois sont aussi actifs dans l'acquisition de minéraux rares.
- Vers une valorisation de Facebook à 65 milliards de dollars. 65 milliards de dollars, la négociation avec l'investisseur General Atlantic pour prendre une participation à son capital, ce qui pourrait faire s'envoler la valorisation du réseau social à cette somme. Selon une information de CNBC, les transactions financières ne sont pas terminées. Le fonds d'investissement General Atlantic désirerait prendre un dixième du capital de Facebook, ce qui pourrait faire grimper sa valorisation à... 65 milliards de dollars. General Atlantic serait prêt à racheter 2,5 millions d'actions pas encore cotées à d'anciens employés de Facebook informe CNBC, les négociations sont en cours et doivent encore avoir l'aval de la direction de Facebook.
- Les volumes investis en immobilier d'entreprise dans le monde pourraient atteindre 485 milliards d'euros en 2011, soit une augmentation de 13 % par rapport à 2010. Si les principaux marchés établis devraient profiter de cette progression, ils n'en seront pas les seuls bénéficiaires. ■

Diplomat Investissement s'adresse aux décideurs politiques, diplomatiques, financiers et aux investisseurs. Magazine d'informations diplomatiques et économiques, il donne la parole à ceux qui prennent des décisions et fait la promotion de la nouvelle diplomatie axée sur les affaires et les investissements.

Président-éditeur: **Jean Telé Udimba**
Directeur général: **Viviane Déguy**
Rédacteur en chef: **Ousmane Sow**

ADMINISTRATION

Fatouma Muhiya
Liliane Aneka

DÉVELOPPEMENT DES AFFAIRES

Relations avec les Gouvernements: **Telé Wembolua**
Relations avec les secteurs privé et public: **Joseph Tete**
Relations avec les institutions: **Joseph Tete**
Développement des affaires: **Ignace Lumumba**
Directeur de projets: **Dominique Gagnon**
Chargé de mission: **Sylla Naby Laye**

DIRECTION INTERNATIONALE

Relations diplomatiques et consulaires: **André Okito**
Promotion du commerce et des investissements: **Amisi Rukiza**

MARKETING ET PUBLICITÉ

Marketing et relations d'affaires: **Elodie Rukiza**
Marketing et Publicité : **Sylla Aminata**

RÉDACTION

Chef rubrique: **Ousmane Sow**
Chef réviseur: **Dominique Gagnon**
Journalistes: **Ousmane Sow**
Reportage: **Mamie Omeonga**

STAGIAIRES

Joël Kamanda
Kelley Souleyman

PRODUCTION

Directeur de production: **Jean Telé**
Photos & Illustrations: **Jean-Jacques Omeonga**
Impression: **Transcontinental**

COLLABORATION ET SOUTIEN LOGISTIQUE

Groupe Univenne
Aei internet

DISTRIBUTION

Distribution ciblée: **WABC**
Remerciements: **Méridien Martime**

PUBLICATION ET DIFFUSION

Groupe diplomat Investissement
Ont également collaboré à ce numéro: **Mutombo Kahozi**,
Christian Monière, **Dominique Kenge**.

Notre politique de distribution: Il nous arrive de communiquer à nos partenaires les besoins de nos annonceurs afin de les intéresser à leurs produits ou services. Bon nombre d'entre eux apprécient cette méthode de distribution ciblée. Cependant si vous ne voulez pas ce genre de service, faites-le savoir à notre administration. Droits d'auteur et droit de reproduction.

Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Canada
ISSN: 1205-9757

Magazine Diplomat Investissement

500, boulevard St. Martin Ouest, suite 320
Laval, Québec, H7M 3Y2
Courriel: contact@diplomatinvestissement.com
Site Web: www.diplomatinvestissement.com

Toute demande de reproduction doit être adressée à l'administration du magazine.

De la révolution agitée à la révolution tranquille?

Jean Tele

Comme le souligne Mireille Duteil du Magazine le Point, Manifestement, Mohammed VI, le roi du Maroc, n'a pas perdu la main. Certains, dans le royaume chérifien, commençaient à s'inquiéter depuis que des jeunes et des associations de la société civile, après des appels lancés, comme partout ailleurs dans le monde arabe, via Facebook et Twitter, avaient commencé à manifester chaque dimanche dans toutes les villes du Maroc. Ils réclamaient des emplois, plus de justice sociale, moins de corruption et de népotisme. Quelques audacieux réclamaient même une monarchie parlementaire. Mais dans ce pays où la révolution n'est pas à l'ordre du jour, et la contestation encore très policée, les partis ne s'étaient pas encore jetés dans la mêlée. Tous, y compris le Parti de la justice et du développement, parti islamiste présent au Parlement, se contentaient d'observer et d'attendre ce qu'allait faire le Palais avant de jeter de l'huile sur le feu et de faire descendre leurs troupes dans la rue.

Monarchie parlementaire

Au lieu de la révolution agitée Mohammed VI a préféré la révolution tranquille. Le roi les a tous pris de court. Le 9 mars, dans un discours télévisé, il annonçait une réforme constitutionnelle en sept points qui permettrait au pays, entre autres, d'avoir un Premier ministre "chef d'un pouvoir exécutif effectif". En clair, Mohammed VI propose, ni plus ni moins, de devenir, à terme, le souverain d'une monarchie parlementaire. Comme en Espagne? Le discours royal a fait l'effet d'une bombe dans le pays. "Personne ne s'y attendait", affirme un homme d'affaires qui, la veille encore, s'inquiétait de l'absence de réformes politiques suffisantes dans le royaume. "Le roi nous propose plus que nous ne demandions", reconnaît-il. La réforme proposée par l'Arabie Saoudite pour faire une révolution tranquille

La vague de contestation dans le monde arabe produit des effets en Arabie Saoudite: le roi Abdallah s'approprierait à faire entrer des chiites au gouvernement et à donner le droit de vote aux femmes pour les élections municipales.

Bouteflika annonce des réformes politiques

«La levée de l'état d'urgence sera une nouvelle page ouverte sur la voie des réformes globales, lesquelles ne sauraient être fructueuses en l'absence de réformes politiques», a souligné le chef de l'État dans son message. Pour le chef de l'État, les réalisations matérielles en cours vont de pair avec le processus politique visant «l'édification d'un pays fort et d'un État fort avec des citoyens forts». Le chef de l'État a mis l'accent sur les sacrifices du peuple algérien. «La liberté que le peuple algérien a payée de son sang est perceptible aujourd'hui à la faveur du pluralisme médiatique, politique et parlementaire.

La question que tout le monde se pose est que toutes ces réformes mettront-elles fin à la révolution qui se développe dans les pays arabe?

Quel serait le bénéfice réel de l'offensive militaire dirigée contre les forces si Kadhafi se maintenait, même en miettes, au pouvoir? Le 25 février dernier, à Ankara, Nicolas Sarkozy déclarait sans ambages: "Monsieur Kadhafi doit partir." Le 26 février, Barack Obama surenchérisait en affirmant que le leader libyen devait "partir maintenant". Malgré toutes les précautions oratoires pour enfouir aujourd'hui cet objectif, la question centrale reste celle du départ de Muammar Kadhafi. Le maintien de Kadhafi, d'Assad (Série) ou de Saleh (Yémen) au pouvoir va-t-il encourager les autres dictateurs à résister aux forces de changement démocratique et à barrer la route à la révolution arabe. C'est précisément ce qui fait peur aux dirigeants arabes, assez peu portés vers la démocratie en général. Pour la première fois, des pays occidentaux appuient militairement une rébellion - que l'on suppose démocratique - au sein d'un pays arabe. Jusqu'où peuvent aller les soutiens occidentaux? Si ces derniers hésitent, la révolution arabe deviendra une révolution tranquille. Ils s'avouent dépassés par les "révolutions arabes".

LA REVOLUTION ARABE D'OBAMA



Un tournant majeur dans la politique américaine au Moyen-Orient

«Le message que nous avons lancé aux amis comme aux ennemis avant même les manifestations en Égypte, a été de dire que le monde change», a déclaré M. Obama, qui avait prononcé un discours en ce sens au Caire en 2009. «Il y a, au Moyen-Orient, une jeune génération dynamique qui cherche à saisir sa chance. Et si l'on gouverne un de ces pays, il faut se tenir à la pointe du changement, on ne peut pas se permettre d'être à la traîne», a ajouté le président américain. Barack Obama a encouragé, les Iraniens et les Sériens à exprimer leur désir de changement.

Depuis la démission de M. Moubarak, des manifestations ont eu lieu dans d'autres pays de la région, Algérie, Yémen, Bahreïn, Série. En Iran, des milliers de personnes ont manifesté par petits groupes dans le centre de Téhéran. «J'espère que le peuple d'Iran va continuer à avoir le courage d'exprimer sa soif de liberté et son désir d'avoir un gouvernement représentatif», a dit le président américain. À propos de la situation en Égypte, M. Obama a estimé qu'il y avait «évidemment encore beaucoup de travail à faire», mais «ce que nous avons vu jusqu'ici est positif».

La révolution Arabe de l'Amérique

Pour mieux comprendre les bouleversements en cours dans les pays musulmans, nous devons se référer au changement historique opéré aux États Unis. En effet, la trame de fond à l'origine de tous ces événements dans le monde arabe réside dans les deux discours prononcés par le président Barack Obama lors de son investiture en 2009 comme le 44^e Président des États Unis et lors de son discours historique du Caire.

Augustin Kalembe

Ces deux discours ont eu un impact sur la population arabe en général et sur les jeunes en particulier. C'est la première fois que les populations arabes manifestent contre leurs dirigeants sans lancer des slogans hostiles contre l'Amérique et sans brûler le drapeau américain. Ce nouveau comportement s'explique par la main tendue d'Obama en vers les communautés arabes dont les jeunes trouvent maintenant chez les américains des alliés plutôt que des ennemis. Lors de son investiture le président américain déclare que tous les peuples et les gouvernants qui nous regardent aujourd'hui, depuis les plus grandes capitales jusqu'au petit village où mon père est né (au Kenya, ndlr): sachez que l'Amérique est l'amie de chaque pays et de chaque homme, femme et enfant qui recherche un avenir de paix et de dignité, et que nous sommes prêts à nouveau à jouer notre rôle dirigeant.

Au monde musulman: nous voulons trouver une nouvelle approche, fondée sur l'intérêt et le respect mutuels. A ceux parmi les dirigeants du monde arabe qui cherchent à semer la guerre, ou faire reposer la faute des maux de leur société sur l'Occident, sachez que vos peuples vous jugeront sur ce que vous pouvez construire, pas détruire. A ceux qui s'accrochent au pouvoir par la corruption et la fraude, et en bâillonnant les opinions dissidentes, sachez que vous êtes du mauvais côté de l'histoire, mais que nous vous tendrons la main si vous êtes prêts à desserrer votre étou.

DISCOURS EGYPTÉ

Le monde musulman ne peut se résumer au terrorisme et au fanatisme. L'accueil fait dans le monde arabo-musulman à ces mots sans précédent marque le change-



Hosni Moubaret Barack Obama

ment de la politique américaine. En dénonçant avec force, au Caire -l'un des centres intellectuels de l'islam-, tous les négationnismes, les antidémocratiques et les dirigeants qui exploitent leurs peuples Obama place les dirigeants arabes devant leurs responsabilités.

"C'est en citant le Coran, les bras grand ouvert, que Barack Obama s'est adressé, au monde musulman. Attendu avec une quasi-ferveur en Égypte, le président américain a été à la hauteur de l'espoir suscité par son intervention. Son discours de réconciliation pose d'emblée la première pierre d'un monde nouveau. Sa portée politique est majeure, sa portée symbolique l'est tout autant. D'entrée de jeu, il a refermé la page des années Bush, invitant à mettre fin au "cycle de méfiance et de discorde". Il a reconnu implicitement les erreurs commises avec arrogance par les précédentes administrations américaines. Son humilité a fait contraste. Ce que l'on percevait chez lui d'humanité et de profondeur s'est traduit par un acte fondateur: il

a invité Américains et musulmans à regarder dans la même direction, avec un respect mutuel de leur foi respective, à lutter ensemble contre l'extrémisme et la violence pour aboutir à un monde meilleur. (...)"

"Le 'salam aleïkum' lancé depuis Le Caire par Barack Hussein Obama à l'adresse d'un milliard et demi de musulmans pourrait rester dans les mémoires comme le "Ich bin ein Berliner" de John Fitzgerald Kennedy à Berlin: une formule historique pour un discours qui ne l'est pas moins. "Que la paix soit sur vous", voilà des termes nouveaux dans la bouche du Président de la plus grande puissance du monde. Dans la main nue de Barack Obama, dans cette main tendue sans arrière-pensée vers d'autres peuples, il n'y a pas de glaive, pas d'épée. Ce n'est pas un hasard s'il n'a pas prononcé une seule fois le mot "terrorisme". Mais du Caire s'est envolée sur le Proche-Orient, une colombe. Symbole pour symbole, cela faisait longtemps qu'on ne l'avait pas vue voler dans

la région!" Barack Obama est venu au Caire, en ami, pour tourner la page de l'ère de la méfiance avec le monde musulman. Et venu, en ami, Barack Obama s'est efforcé de faire partager sa conviction, avec courage et lucidité. (...) Ce que Barack Obama s'efforce de faire, c'est de parler vrai tout en déminant les préjugés et les motifs de conflit. Se comprendre, c'est se respecter et s'écouter. Ce n'est pas faire l'impasse sur les réalités, mais c'est aussi se convaincre mutuellement que les cultures et les religions ont vocation à chanter ensemble la diversité d'un monde qui peut aller vers plus d'union, dans la paix, s'il sait, dans le même temps, admettre la multiplicité des expressions, des opinions et des libertés. (...)"

Les relations entre les États-Unis et le monde arabe

Lors de cette adresse, Barack Obama a affirmé que le cycle de suspicion entre les États-Unis et le monde arabe doit se terminer et a appelé à un renouveau dans ces relations. Selon le président démocrate, ce renouveau doit être basé sur les intérêts mutuels et le respect. «Je suis venu chercher un nouveau départ entre les États-



L'ancien président Hosni Mubarak

Unis et les musulmans à travers le monde, un départ fondé sur l'intérêt mutuel et le respect mutuel, un départ fondé sur cette vérité que l'Amérique et l'Islam ne s'excluent pas» a-t-il déclaré.

Le discours était diffusé aux 1,5 milliard de musulmans dans le monde sur des réseaux de socialisation sur internet comme Facebook, Twitter et MySpace, de façon à multiplier son impact tandis que le site internet du département d'Etat pro-



Le président Obama et le roi Abdallah d'Arabie Saoudite

pose de recevoir des extraits par sms en arabe, persan, ourdou et anglais. L'Amérique alignera ses politiques avec ceux qui veulent la paix et la démocratie. Dans le cadre de la promotion de la démocratie Obama déclare : «je ne diminue pas mon engagement à l'égard des gouvernements qui reflètent la volonté du peuple. J'ai la ferme conviction que tous les peuples aspirent à certaines choses : la possibilité de s'exprimer et d'avoir une voix dans la façon dont ils sont gouvernés ; la confiance en l'État de droit et l'application équitable de la justice ; un gouvernement qui est transparent et qui ne vole pas ce qui appartient à son peuple ; la liberté de vivre selon leur choix. Il ne s'agit pas simplement d'idéaux américains, il s'agit des droits de l'homme et c'est pourquoi nous les encouragerons dans le monde entier.

Mais une chose est claire, les gouvernements qui défendent ces droits sont à terme plus stables, meilleurs et plus en sécurité. La suppression des idées ne réussit jamais à les éliminer. L'Amérique respecte la liberté d'expression de tous ceux, dans le monde entier, qui sont pacifiques et respectueux de la loi, même si nous ne sommes pas d'accord avec eux. Nous accueillerons tous les gouvernements élus pacifiques – à condition qu'ils gouvernent en respectant toutes leurs populations. Ce point est important car il y a ceux qui encouragent la démocratie uniquement lorsqu'ils ne sont pas au pouvoir ; et une fois au pouvoir ils sont sans scrupules dans la suppression des droits d'autrui. Quel que soit là où il prend forme, le gou-

vernement du peuple et par le peuple est le seul étalon par lequel on mesure tous ceux qui sont au pouvoir : il faut conserver le pouvoir par le consentement du peuple et non la coercition ; il faut respecter les droits des minorités et participer, dans un esprit de tolérance et de compromis ; il faut mettre les intérêts du peuple et le déroulement légitime du processus politique avant ceux de son parti. Sans ces ingrédients, les élections ne créent pas une vraie démocratie à elles seules ». Lorsque Obama déclara « Il faut conserver le pouvoir par le consentement du peuple et non la coercition », ils pensaient au président Moubarak, inamovible depuis 28 ans.

Voilà le discours qui est devenu le détonateur de la révolution arabe. Le Président Obama était le premier président au monde à soutenir la révolution tunisienne et a demandé publiquement le départ du président Ben Ali de quitter au pouvoir. A ce qui concerne la révolution égyptienne le Président américain déclarait que «le peuple égyptien a des droits : ceux-ci sont universels. Le droit d'assemblée et d'association paisible, le droit de parler librement et le droit d'exercer sa capacité à déterminer son propre destin. Ce sont des



L'ancien président tunisien Ben Ali

droits de l'homme. Et les Etats-Unis se dresseront pour les défendre partout dans le monde. Je demande également au gouvernement égyptien de revenir sur les mesures prises pour limiter les accès à Internet, aux téléphones portables et aux réseaux sociaux qui sont si importants pour relier chacun au 21e siècle. Le président américain réclame clairement des réformes politiques, sociales et économiques qui répondent aux aspirations du peuple

égyptien et demande au président égyptien de quitter le pouvoir. Maintenant, au final, le futur de l'Égypte sera déterminé par le peuple égyptien. Et je crois qu'il veut les mêmes choses que nous : une meilleure vie pour nous-mêmes et nos enfants, un gouvernement équitable, juste et qui soit à son écoute. Autrement dit, le peuple égyptien veut un futur qui convienne aux héritiers d'une grande et antique civilisation.

Les États-Unis s'associeront toujours à la poursuite de ce futur. Nous nous engageons à travailler avec toutes les parties du peuple égyptien et de son gouvernement afin de le réaliser. Les gouvernements du monde entier ont une obligation de répondre à leurs citoyens. C'est vrai ici aux États-Unis ; en Asie ; en Europe, en Afrique ; et c'est sans aucun doute vrai dans le monde arabe, où une nouvelle génération de citoyens a le droit d'être entendue. Quand j'étais au Caire, peu de temps après que j'ai été élu président, j'ai dit que tous



Le président Mouammar Kadhafi

les gouvernements doivent maintenir la puissance par le consentement, non par la force. C'est la norme par laquelle le peuple de l'Égypte réalisera le futur qu'il mérite». Pour la Libye, le Président Barack Obama a déclaré, pour la première fois en public, que «le dirigeant libyen Mouammar Kadhafi avait perdu toute légitimité et devait quitter le pouvoir». Il a également annoncé

qu'il enverrait des avions militaires et civils participer à l'évacuation des réfugiés égyptiens bloqués à la frontière entre la Libye et la Tunisie. "Nous continuerons à envoyer un message très clair: la violence doit cesser. Mouammar Kadhafi a perdu toute légitimité comme dirigeant et il doit partir", a dit le président américain lors d'une conférence de presse à la Maison blanche avec son homologue mexicain Felipe Calderon.

Barack Obama, dans plusieurs communiqués diffusés par ses services, avait déjà réclamé le départ du numéro un libyen mais c'était la première fois qu'il faisait cette demande en public. Il a ajouté que les conseillers du numéro un libyen seraient également tenus pour responsables des violences commises contre les civils. "Ceux qui sont dans son entourage (Kadhafi) doivent comprendre que nous voyons bien les violences qu'ils commettent contre des civils innocents et qu'ils auront des comptes à rendre", a dit le président américain. ■

EST CE QUE C'EST LA FIN DE LA RÉVOLUTION ARABE ?

Syrie, Algérie, Yémen, Maroc... Des initiatives politiques pour calmer la rue

Tandis que Mouammar Kadhafi résiste en Libye, que Bachar al-Assad est en pleine répression en Syrie, c'est au Yémen que le bras de fer semble tourner en faveur des opposants au régime. Les manifestants réclament toujours le départ immédiat du président Saleh. Des responsables du mouvement ont appelé à une grève générale. Alors que le monde arabe continue d'être traversé par l'onde de choc des révolutions tunisienne et égyptienne, certains chefs d'État font des concessions de forme pour calmer l'attente de leur population. Le Syrien Bachar el-Assad et l'Algérien Abdelaziz Bouteflika se sont tous les deux adressés à leur pays et ont fait des annonces politiques, tandis que le Maroc libérait des prisonniers politiques.

Syrie : la levée de l'état d'urgence

En Syrie, où les protestations ne faiblissent pas dans plusieurs villes du pays, réprimées au prix de dizaines de morts depuis un mois, le président Assad a annoncé que l'état d'urgence est levé. Un état d'urgence en vigueur depuis ... quatre décennies, depuis que son père, Hafez el-Assad, a pris

le pouvoir à la tête du régime baasiste. S'exprimant devant le nouveau gouvernement formé, Assad a prévenu qu'une fois l'état d'urgence levé, il n'y aurait plus d'« excuse » à la contestation qui secoue le pays : « Après cela, nous ne tolérerons aucune tentative de sabotage ».

Malgré cela, de nouvelles manifestations ont été signalées partout cousant des nombreux victimes, on pouvait ainsi voir ces images d'une manifestation de femmes qui se serait déroulée à Banyas, sur la côte méditerranéenne, où s'étaient produites de sanglantes confrontations avec la force du président Assad. « Il ne peut pas y avoir de véritables réformes en Syrie tant que les forces de sécurité font subir de tels abus à la population ne toute impunité et sans le départ du président Assad ».

Algérie : révision constitutionnelle

En Algérie, c'est une toute autre situation, et le discours du président Bouteflika, apparaît comme une initiative préventive. Le mouvement de protestation politique initié après les révolutions tunisienne et égyptienne n'a pas connu, dans ce pays, l'ampleur qu'on lui a connu ailleurs, lais-

sant une plus grande marge de manœuvre au pouvoir. Dans son discours, Bouteflika, qui semblait fatigué et aurait enregistré à plusieurs reprises son texte qu'il lisait d'une voix faible, a annoncé une révision de la constitution, afin de « renforcer la démocratie ». Il a notamment évoqué la révision de la loi électorale, de la loi sur les partis, sur l'information. Il avait déjà annoncé, dans un précédent discours, la levée de l'état d'urgence. Mais il a, lui aussi, lancé une mise en garde :

« Nul n'a le droit de réinstaller, d'une façon ou d'une autre, la peur dans les familles algériennes, inquiètes pour la sécurité de leurs enfants et de leurs biens ou, plus grave encore, l'inquiétude de toute la nation sur l'avenir de l'Algérie, son unité, son indépendance et sa souveraineté nationale ». Au même moment, comme en écho à ces paroles, une embuscade attribuée à des islamistes a fait treize morts parmi les militaires algériens en Kabylie, l'un des bilans les plus lourds depuis plusieurs années en Algérie. En Algérie, les réactions au discours de Bouteflika ont été très mitigées, un « non-événement » pour le quotidien El Watan. Et la plupart des

commentaires des Algériens portaient plus sur la forme -la fatigue du chef de l'Etat, qui est âgé de 74 ans-, que sur le fond, des réformes dont nul ne s'attend à ce qu'elles changent réellement la donne dans le pays.

Mohamed VI offre au Maroc "une révolution tranquille"

Dans son premier discours adressé à la nation marocaine depuis les manifestations, le roi Mohamed VI a pris de court ses soutiens comme ses détracteurs. Il a annoncé qu'une commission ad hoc allait s'atteler à préparer une "réforme constitutionnelle globale", qui sera présentée en juin pour approbation au peuple marocain lors d'un référendum. Outre le renforcement du pluralisme, des droits de l'homme et des libertés individuelles, le souverain a promis que le statut du premier ministre, "en tant que chef d'un pouvoir exécutif effectif", et celui des partis politiques seront "renforcés" dans le cadre de cette réforme constitutionnelle.

"C'est extrêmement nouveau et ça va extrêmement loin. C'est relativement formidable à l'échelle du Maroc", analyse Jean-Noël Ferrié, politologue spécialiste du monde arabe et directeur de recherche au CNRS. "Toutes ces choses étaient en maturation et il fallait un déclencheur. Mohamed VI a utilisé, au bon sens du terme, les manifestations du 20 février pour booster certains projets qui étaient bloqués depuis plusieurs années et remettre en phase le cadre politique et juridique du pays avec ce que les Marocains ont en tête", commente le politologue, qui y voit une preuve de la "réactivité de la monarchie" et de la "synchronie entre les demandes des manifestants et des commentateurs et ce que la monarchie est prête à donner".

"UNE RÉVOLUTION TRANQUILLE"

Les réformes annoncées par le monarque laissent présager que "tout se fera dans une dynamique de réformes et non de révolution, ce qui est plus rassurant pour la population marocaine", estime M. Ferrié. Abdelouahed Radi, secrétaire général de l'Union socialiste des forces populaires (USFP), qui compte trente-huit députés à la chambre des représentants, estime en effet que "ce discours constitue une révolution tranquille faite conjointement par le peuple et le roi". Il se dit satisfait du contenu et de la forme, tout ayant été fait



Le roi du Maroc, Mohamed VI

"pour la première fois" dans la transparence. Khadija Ryadi, présidente de l'Association marocaine des droits de l'homme (AMDH), salue l'action des jeunes qui ont réussi à pousser l'Etat à ouvrir des chantiers sur la réforme constitutionnelle "qui répondent aux aspects très critiques de la Constitution actuelle". Mais, nuance-t-elle, "cela représenterait une grande avancée s'il n'y avait pas des points qui en réduisent la portée". Elle regrette ainsi que "la commission soit mise en place de façon unilatérale par le roi et non élue par les forces vives de la nation, en totale contradiction avec une démarche démocratique". L'issue de cette volonté réformatrice du roi reste ainsi dépendante des rapports de force entre la commission et les partis politiques. "La mobilisation doit continuer pour arracher le maximum d'acquis pendant le travail de la commission", insiste-t-elle.

La vigilance est également de mise au sein du Parti justice et développement (PJD), un parti islamiste qui a quarante-six sièges à la Chambre des représentants. "Les grandes lignes sont très satisfaisantes, mais le résultat ne sera évalué que lorsque les modifications auront été effectuées et

seront connues", estime Abdallah Daha, son premier vice-secrétaire. Le PJD attend ainsi avec grand intérêt le projet que devrait rendre en juin la commission, sans toutefois exiger d'y être représenté. "Nous serons de toute façon consultés car le roi a invité la commission à consulter les différentes composantes de la nation", explique-t-il.

UN NOUVEL ÉQUILIBRE POLITIQUE

L'une des mesures phares annoncées par Mohamed VI vise à rééquilibrer le partage du pouvoir au sein de l'exécutif. A ce titre, les prérogatives du roi devraient être limitées constitutionnellement au profit du Parlement et du gouvernement, avec la désignation du premier ministre au sein du parti ayant remporté les élections législatives. Jean-Noël Ferrié rappelle que cette procédure a été respectée lors de la nomination d'Abbas al-Fassi, le chef de l'Istiqlal, au poste de premier ministre après les législatives de 2007. "La véritable question qui se pose est celle de la répartition des pouvoirs : quels sont les pouvoirs que va conserver la monarchie ?" s'interroge-t-il. Selon lui, la monarchie marocaine ne s'oriente pas vers un modèle espagnol ou

britannique "car le roi va conserver des pouvoirs d'arbitrage". Khadija Ryadi estime que ces avancées sont remises en cause par la clarification faite par le roi, qui affirme qu'"il ne sera pas touché à certaines sacralités comme la patrie, l'islam et son statut de commandeur des croyants". L'article 19 de la Constitution, qui met tous les pouvoirs entre les mains de la monarchie et du roi, ne devrait pas être amendé, regrette-t-elle. "C'est une Constitution dans la Constitution : c'est l'article le plus contesté par ceux qui veulent une Consti-

tution démocratique. S'il n'y a pas de changement à ce niveau, il n'y aura pas de vraie démocratie." L'équilibre des pouvoirs pourrait ainsi reposer, selon Jean-Noël Ferrié, sur les partis politiques. "Il faut que les partis politiques soient responsabilisés pour gérer les affaires publiques", commente-t-il, soulignant la "délégitimation, l'affaiblissement des partis politiques vis-à-vis du roi mais aussi auprès des nouvelles générations". "C'est un très grand défi que nous devons désormais relever", reconnaît Abdelhouaed Radi, de l'USFP,

conscient que le blocage des réformes avait entraîné une certaine stagnation sur le plan organisationnel. "Désormais, on sent une véritable libération. Il faut que le parti se mobilise pour être à la hauteur de ces réformes", poursuit-il. Abdallah Daha, du PJD, appelle, en ce sens, à "une compétition transparente et équitable entre les partis lors des élections", qui passe par l'encadrement législatif de questions comme le découpage et les listes électoraux, les financements et la supervision des élections par les autorités. ■

Un soulèvement populaire qui force l'admiration

La « révolution arabe » est (très) intéressante à plus d'un titre. D'abord, son apparente imprévisibilité met en pièce ce que de Gaule appelait le faux fatalisme de l'histoire. Elle force à l'humilité un certain nombre « d'experts » et politologues enclins à délivrer trop rapidement au monde leurs imparables vérités. Ensuite, elle met en lumière – mais doit-on s'en féliciter ? – l'absence totale de cohésion politique au sein de l'Union européenne. Les bureaucrates de Bruxelles restent des bureaucrates, ce qui n'est pas pour nous rassurer, nous autres confédérés. Obama s'en sort beaucoup mieux de ce point de vue, même si une vague hésitation a caractérisé ses premières réactions. Il s'est bien repris après avec son « maintenant » lancé de manière déterminée à l'allié Moubarak, prié de bien vouloir engager immédiatement la transition réclamée par son peuple. L'Amérique assume son rôle de « gendarme du monde », et on la préfère au haut de l'affiche plutôt que reléguée dans un casting où dominerait sa principale rivale chinoise. Cette dernière paraît d'ailleurs fort empruntée à l'égard de l'aspiration populaire qui s'exprime dans les sables du Maghreb et du Moyen-Orient. Enfin, cette révolution révèle la montée

d'un état d'esprit (d'aucuns le voient comme un nouveau nationalisme arabe, ainsi que celui connu dans les années soixante et septante) dont on devine qu'il sera capable de museler et d'éviter la dérive de l'islamisme radical, tueur d'espoirs, antidémocratique et ataviquement terroriste. Alors qu'il voulait haranguer la foule à Bal el Oued, Ali Belhadj a bien failli être lynché par des manifestants qui ne veulent pas du retour du Front islamique du salut sur le devant la scène politique et sociale algérienne ! On le voit, ladite « ré-

volution arabe », qui s'étend désormais à la Libye, au Yémen, à Bahreïn, ne manquera pas, on doit le souhaiter, de se répandre dans d'autres pays de la région, dont la classe dirigeante, corrompue et trop longtemps adoubee par la communauté internationale sous de faux prétextes, mérite d'être chassée sans délai. Les événements de Tunisie et d'Égypte ont ouvert la voie à une entrée du peuple arabe dans le monde moderne. Cette voie-là ne se refermera pas. Est-ce un rêve ? Je veux croire à autre chose. (PAC) ■



Cuba publie les grandes lignes des réformes économiques

Dominique Lamare

Les délégués au VIe congrès du Parti communiste de Cuba (PCC) ont voté en séance plénière le «projet de directives de la politique économique et sociale», qui comporte 313 mesures, comme l'ouverture au secteur privé, les réductions d'emplois dans les secteurs relevant de l'État ou l'autonomie des entreprises. «Dans l'actualisation du modèle économique, la planification primera, mais prendra en compte les tendances du marché», dit la résolution tout en soulignant que «seul le socialisme est capable de vaincre les difficultés et préserver les conquêtes de la révolution». Les autorités cubaines ont publié les grandes lignes de 313 réformes économiques et sociales adoptées le mois dernier par le VIe congrès du Parti communiste, dont l'une devrait faciliter les déplacements des ressortissants cubains à l'étranger.

Peu de détails, toutefois, sont fournis sur le calendrier de mise en œuvre de ces réformes visant à relancer une économie étatique qui croule sous l'endettement et qui est marquée par une faible productivité. Les nouvelles mesures doivent encourager l'initiative privée et réduire le rôle de l'État dans la vie économique, tout en maintenant la planification et en interdisant l'accumulation des biens privés. Ces changements incluent des coupes claires dans les effectifs de la fonction publique, les subventions et les dépenses et une ouverture accrue au secteur privé, dont la possibilité pour les petites entreprises d'embaucher leurs propres salariés. Autre réforme radicale, les Cubains devraient pouvoir à terme acheter



Le président cubain, Raúl Castro

et vendre maisons et voitures, même si des restrictions accompagneront ce changement. "J'assume mon dernier devoir avec une ferme conviction et l'engagement (...) à défendre, préserver et continuer de perfectionner le socialisme, et ne jamais permettre le retour du régime capitaliste", a lancé le président Raul Castro en clôturant le mois dernier le congrès du PCC, le premier depuis 1997. Des files d'attente se sont formées devant les kiosques à journaux où étaient mises en vente les brochures dressant la liste des réformes. Beaucoup de Cubains, cependant, se demandent comment les nouvelles mesures seront appliquées dans la pratique. "La population ne sait pas trop à quoi s'en tenir parce qu'on annonce beaucoup de changements", dit Olivia Breto, une employée de 23 ans. "Mais je pense que c'est quelque chose de bien parce c'est une ouverture de l'économie, une ouverture sur un marché que pour le moment nous ne connaissons pas vraiment", ajoute-t-elle.

LA FIN DES RATIONS ALIMENTAIRES

Nombre de réformes sont déjà entrées en application, comme la réduction des effectifs dans la fonction publique, mais d'autres ont dû être affinées lors du congrès du PCC et attendent toujours leurs décrets d'application. Jusqu'ici, la vente des maisons et des voitures a été strictement encadrée à Cuba. Si chacun pouvait acheter librement une maison, il était en revanche interdit de la revendre pour en tirer profit. Une disposition appelée "permuta" permettait toutefois de l'échanger contre une autre propriété, d'une valeur à peu près équivalente.

La brochure diffusée lundi dit simplement que la vente des maisons doit être possible et que les règles sur les transactions seront plus souples que précédemment. En ce qui concerne les voitures, la législation était encore plus dure. Seuls quelques privilégiés avaient le droit d'en détenir une en leur nom propre - artistes, chanteurs, athlètes ou médecins. Seuls les véhicules datant d'avant 1959, date de la révolution, avaient le droit d'être achetés et vendus librement.

La brochure reste vague sur ce sujet, soulignant que l'Etat n'a pas l'intention pour le moment d'accroître les ventes de véhicules et accorde toujours la priorité à l'amélioration des transports publics. Elle évoque, sans guère de précisions, la possibilité de faciliter les voyages à l'étranger. La fin progressive des rations alimentaires distribuées chaque mois aux Cubains depuis plusieurs décennies est également prévue. Raul Castro avait décrit le mois dernier cette ration comme un "fardeau insupportable" pour le gouvernement.

Pour ce qui est des 3.700 entreprises publiques cubaines, qui contrôlent la majeure partie de l'économie, elles gagneront en autonomie mais celles qui ne sont pas rentables, c'est-à-dire la majorité, ne devront plus compter sur l'Etat pour être renflouées. Les salaires des dirigeants et des employés des entreprises publiques seront liés aux performances financières de ces entreprises. Une réforme prévoit aussi de mettre fin, à terme, au double système de devises, celui du peso convertible CUC et du peso cubain CUP avec lequel la plupart des salariés cubains sont payés. Le processus "devra être préparé et mis en place avec rigueur", souligne toutefois la brochure. ■



HAÏTI

Le chanteur Michel Martelly officiellement proclamé vainqueur de l'élection présidentielle

Joseph Tete

La rivale de M. Martelly, Mirlande Manigat, avait fait savoir qu'elle ne contesterait pas les résultats du scrutin. Michel Martelly, dont l'investiture aura lieu le 14 mai, va succéder au président sortant René Préval que la Constitution empêchait de se représenter. Le premier tour de l'élection, le 28 novembre, avait été marqué par la désorganisation, des violences et fraudes. Michel Martelly avait dans un premier temps été exclu de la course, ce qui avait déclenché trois jours d'émeutes paralysant la capitale, Port-au-Prince. L'Organisation des Etats américains (OEA), qui avait envoyé des observateurs, avait demandé l'exclusion du candidat gouvernemental Jude Célestin du second tour, avalisée par la Commission électorale provisoire (CEP).

Mirlande Manigat était arrivée en tête du premier tour mais Michel Martelly avait depuis gagné en popularité. L'un comme l'autre présentaient des pro-



Le président haïtien Martelly

grammes semblables: reloger les quelque 800.000 sinistrés qui vivent toujours dans des "camps d'hébergement temporaires" après le séisme dévastateur de janvier 2010; relancer la reconstruction, à l'arrêt; rebâtir l'économie; favoriser l'éducation dans un pays où la moitié seulement des enfants va à l'école; combattre le choléra, qui sévit toujours. C'est donc la personnalité et le passé des deux candidats qui ont dominé lors du second tour, le 20 mars. Universitaire, auteur de plusieurs traités et manuels de droit constitutionnel, Mirlande Manigat est une figure connue de la politique à Haïti. Cette femme de 70 ans se présentant comme une "mère" et une "grand-mère" pour la population est l'épouse de Leslie Manigat, qui fut président de février à juin 1988 avant d'être renversé par un coup d'Etat militaire.

Ancienne sénatrice, Mirlande Manigat a mis l'accent pendant la campagne électorale sur son expérience des affaires publiques. Michel Martelly en est lui totalement dépourvu, tout comme de diplômes. Il en a fait un argument électoral, soulignant le besoin de sang neuf d'un pays lassé de la classe politique traditionnelle. A 50 ans, "Sweet Micky" Martelly était jusqu'à présent connu pour être un des maîtres du compas, un style de musique haïtien proche du merengue, dansant et très populaire. Il a longtemps joué de sa réputation de fêtard provocateur, amateur de jurons et consommateur de marijuana ou de cocaïne. Un passé révolu, a-t-il souligné durant la campagne électorale.

Les défis qui attendent Michel Martelly sont énormes, comme il l'a reconnu au cours d'une conférence de presse à Washington, où il effectue un déplacement de trois jours. Il devra entre autres composer avec un Sénat contrôlé par le parti de M. Préval et la colère suscitée par les retards dans la reconstruction - "désespérément lente" selon M. Martelly - du pays à la suite du séisme de janvier 2010. La secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton a salué l'élection de M. Martelly. "Il s'est engagé à avoir des résultats. Il veut tenir sa promesse au peuple haïtien. Et nous nous engageons à l'aider à le faire", a-t-elle commenté. ■



Le président haïtien Martelly reçu à Washington par Hillary Clinton

2012, qui sera l'introuvable candidat républicain

Jean Ngolo

Si, en France le théâtre politique bat son plein avec la multiplicité des candidatures, à droite comme à gauche, les Etats-Unis, au contraire, sont dans un scénario inverse. Et on cherche, en vain pour l'instant, celui ou celle qui voudra bien se mesurer l'an prochain à Barack Obama. Dans neuf mois vont commencer les primaires de l'Iowa, première étape d'un parcours qui mènera à la présidentielle du 6 novembre 2012. A pareille époque, en 2007, pas moins de dix candidats démocrates et huit républicains s'étaient déjà déclarés. Cette année... aucun n'a encore franchi le pas.

Le président Obama devrait faire connaître son intention de solliciter sa réélection dans le courant du mois de mars et a déjà démenagé son bureau politique de Washington DC à Chicago. Mais, côté républicain c'est la débandade. Alors que le Grand Old Party (GOP) a remporté une victoire importante lors des élections parlementaires de novembre dernier - regagnant la majorité à la Chambre des représentants et prenant 11 sièges de gouverneur aux démocrates -, sa stratégie pour l'élection présidentielle est tout sauf au point. Chaque jour apporte son lot de désistements. Il y a bien quelques francs-tireurs qui seraient prêts à saisir la tribune qu'offre la campagne des primaires



L'ancien ambassadeur des Etats-Unis en Chine Jon Huntsman

L'ambassadeur des Etats-Unis en Chine Jon Huntsman quitte son poste a annoncé un haut responsable américain, au moment où le nom de cet ancien gouverneur circule pour une candidature à l'investiture républicaine à la présidentielle de 2012. Le porte-parole de la présidence américaine, Robert Gibbs, a révélé que M. Huntsman, ancien dirigeant républicain modéré de l'Utah (ouest), avait confié à plusieurs per-

bassade des Etats-Unis à Pékin lors des premiers mois de sa présidence en 2009, ce qui avait été analysé comme une manière d'écartier un possible concurrent à la course à la Maison Blanche en 2012. M. Huntsman, fils d'un milliardaire, a laissé ouverte la possibilité d'être à nouveau candidat à une fonction électorale dans un entretien à l'hebdomadaire Newsweek. Les observateurs ont aussi noté que ce mormon de 50 ans, père de

L'ambassadeur des USA en Chine, possible concurrent d'Obama

sonnes à la Maison Blanche qu'il avait l'intention de quitter son poste au début de cette année. Le haut responsable a ensuite indiqué à l'AFP sous couvert de l'anonymat que M. Huntsman avait fait parvenir sa lettre de démission, avec effet au 30 avril. M. Gibbs ne s'est pas engagé sur les intentions de M. Huntsman. "J'ai parlé à plusieurs personnes dans ce bâtiment et je n'ai entendu personne dire qu'il savait ce que l'avenir réservait à l'ambassadeur Huntsman", a-t-il déclaré. M. Obama avait nommé M. Huntsman à la tête de la prestigieuse et ardue am-

sept enfants, avait récemment acheté une maison à Washington. Interrogé sur l'éventualité de voir son ambassadeur à Pékin concourir contre lui en 2012, M. Obama avait répondu, lors d'une visite de son homologue Hu Jintao à la Maison Blanche, que M. Huntsman avait effectué un "travail formidable" à Pékin. "Je suis certain qu'il aura beaucoup de succès, quoiqu'il entreprenne à l'avenir, et que le fait qu'il ait si bien travaillé avec moi constituera un atout dans toute primaire républicaine", avait-il plaisanté. ■

pour faire avancer leurs idées, comme Ron Paul, l'élu libertarien du Texas à la Chambre des représentants, ou l'homme d'affaires Donald Trump, mais sans réel espoir de victoire. Les candidats sérieux ne sont pas du tout pressés d'entrer dans la bataille. Certains ont déjà une notoriété suffisante dans le pays pour ne pas aller prendre des coups plus tôt qu'il n'est nécessaire. Cela leur permet aussi de ménager leurs ressources, même si le financement de la campagne de 2012 promet d'être beaucoup plus facile. Depuis un arrêt de la Cour suprême de 2010 (« Citizens United »), les entreprises ont désormais le droit de participer au financement des campagnes audiovisuelles des candidats de leur choix.

Du coup, Mitt Romney, déjà candidat en 2008 et ex-gouverneur du Massachusetts, multiplie les apparitions publiques mais ne se jette pas à l'eau. Considéré aujourd'hui comme le candidat potentiel le plus sérieux du GOP, le richissime homme d'affaires partage avec Jon Huntsman, ancien ambassadeur des Etats-Unis en Chine, le handicap d'être mormon. Un ex-gouverneur du Minnesota, Tim Pawlenty, serait quant à lui le représentant d'une droite socialement conservatrice. Il fait en ce moment le tour du pays pour promouvoir son dernier livre, « Courage to Stand ».

Fox News, la chaîne d'information de Rupert Murdoch, abrite en son sein toute une écurie de candidats potentiels. Elle vient de suspendre d'antenne (et de paie) Rick Santorum un ancien sénateur de Pennsylvanie, ainsi que Newt Gingrich, dans l'attente de leur décision de se présenter ou non. Ancien speaker de la Chambre des représentants, Newt Gingrich promet, s'il y va, d'être un « show man » formidable. Il a beaucoup œuvré ces derniers mois pour rapprocher le Parti républicain du Tea Party. L'égérie de ce mouvement, Sarah Palin, fait quant à elle toujours mine d'hésiter. L'establishment du Parti républicain est contre l'ancienne candidate à la vice-présidence de John McCain parce qu'il voit dans sa candidature une défaite assurée face à Barack Obama. Mais beaucoup sont prêts à parier qu'elle ira quand même, histoire d'entretenir une notoriété qui l'a fait devenir millionnaire depuis la dernière campagne. D'ailleurs, à l'instar de Mike Huckabee, candidat malheureux aux primaires républicaines de 2008, elle préfère pour l'instant continuer à profiter de sa tribune sur Fox News et des émoluments de la chaîne. Sur le terrain, les militants républicains s'impatientent. « Il se passe quelque chose de curieux, les électeurs républicains sont davantage à la recherche de candidats que les candidats d'électeurs »,

observait récemment le « New York Times ». En dépit des résultats des élections de novembre dernier, le Parti républicain est très hésitant. Malgré l'épreuve du pouvoir, les difficultés économiques, l'amertume de son aile gauche et un dernier scrutin défavorable à son parti, Barack Obama sera très difficile à battre. Aujourd'hui, les sondages le donnent systématiquement gagnant, quel que soit son adversaire.

Son rétablissement lors de la session parlementaire qui a suivi les élections de novembre montre qu'il a su recentrer son discours. Le fait d'avoir reconduit les réductions d'impôt pour deux ans encore a amélioré son image chez les républicains et les indépendants - qui seront la clef de sa réélection. Selon un sondage publié la semaine dernière par l'agence Bloomberg, les Américains estiment à 51 % que Barack Obama n'a pas la bonne formule pour créer de la croissance à long terme. Mais quand on leur demande qui a la meilleure vision pour les années à venir, ils répondent à 45 % en faveur de l'actuel président contre 33 % pour les républicains.

Les nouveaux élus du GOP, qui sont partis en guerre contre les syndicats et veulent réduire les dépenses au niveau local comme au niveau fédéral, cherchent à profiter de la mobilisation du Tea Party. Mais ils risquent aussi, en supprimant emplois publics et aides gouvernementales variées, de s'aliéner l'Amérique qui souffre encore de la crise. Un récent reportage de « 60 Minutes », sur CBS, plongeant dans le quotidien du million d'enfants vivant dans des motels ou dans les voitures de leurs parents parce que leurs maisons ont été perdues, a saisi l'Amérique aux tripes. Toute une partie du pays est encore en souffrance, même si le chômage est redescendu à 8,9 %. C'est une réalité dont les prochains candidats ne pourront pas faire abstraction, pas plus que du profond rejet encore éprouvé pour Wall Street. Ce qui conduit d'ores et déjà David Plouffe, le conseiller politique de Barack Obama, à cibler la



Sarah Palin, candidate malheureuse à la vice-présidence des Etats-Unis

ménagère de l'Ohio, l'un des Etats que le prochain président devra absolument gagner s'il veut l'emporter, comme l'arbitre de la prochaine élection.

Et d'ailleurs, sans surprise, c'est Sarah Palin qui mène la barque, selon un très récent sondage. Comme elle est partout dans l'espace médiatique et publique en ce moment et depuis une année (livres, tournées, émissions TV, meetings politiques, etc), cela n'étonnera personne. Palin se situe à 21% des intentions de vote pour l'investiture républicaine chez les électeurs enregistrés, devant Newt Gingrich (19%), Mitt Romney (18%) et Mike Huckabee (16%). Pour l'élection générale, et donc face à Barack Obama, c'est pour l'instant Romney et Huckabee qui lutterait à armes presque égales avec le président actuel, respectivement 46-47% pour le premier et 45-48% pour le second. Obama battrait plus facilement Palin et Gingrich, selon le sondage (51-42% et 49-43%). Il suffirait que Michael Bloomberg annonce sa candidature pour bouleverser tous ces sondages, ou alors une candidature surprise hyper médiatisée pour affoler les enquêtes d'opinion. ■

La Chine souhaite la bienvenue au nouvel ambassadeur des États-Unis

La Chine salue, par le biais du porte-parole du ministère des Affaires étrangères, la nomination par le gouvernement américain de Gary Locke au poste de nouvel ambassadeur en Chine. La Chine espère que le nouvel ambassadeur des États-Unis va aider à renforcer l'amitié et la coopération entre les deux nations, a déclaré Jiang Yu, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères qui s'est exprimée lors d'un point de presse.

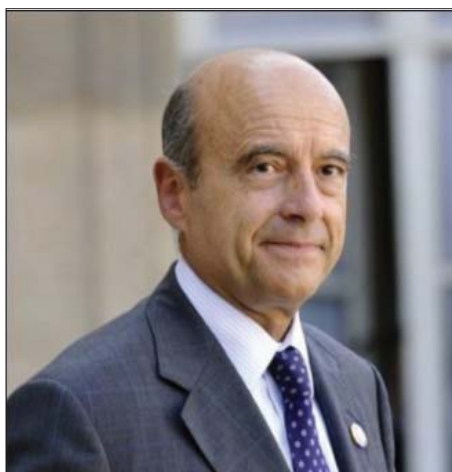
"Les relations entre la Chine et les États-Unis sont très importantes. Nous espérons que le nouvel ambassadeur va jouer un rôle positif dans la poursuite du développement des relations sino-américaines" a indiqué Mme Jiang. Barack Obama a officiellement nommé mercredi le secrétaire au Commerce Gary Locke au poste de nouvel ambassadeur en Chine, en ajoutant que personne n'est plus qualifié pour ce poste diplomatique que M. Locke. Si cette nomination est approuvée par le Sénat américain et la Chine, M. Locke, âgé de 61 ans et premier Sino-Américain jamais nommé à ce poste, succédera à Jon Huntsman dont le mandat expirera fin avril. ■



Plusieurs pays européens convoquent les ambassadeurs de Syrie

Plusieurs pays européens, dont la France, la Grande-Bretagne, l'Italie et l'Allemagne, ont décidé de convoquer mercredi les ambassadeurs de Syrie pour leur signifier leur condamnation de la répression des manifestations contre le régime de Bachar al-Assad. "La France, dans le cadre d'une démarche coordonnée avec le Royaume-Uni, l'Allemagne, l'Espagne et l'Italie, a convoqué le 27 avril (mercredi) au ministère des Affaires étrangères et européennes, Lamia Chakkour, ambassadrice de Syrie à Paris", a déclaré le porte-parole du ministère français des Affaires étrangères, Bernard Valero.

Le ministère italien des Affaires étrangères a confirmé mercredi à l'AFP la convocation de l'ambassadeur de Syrie en Italie "dans le cadre d'une action coordonnée avec les pays amis". "L'ambassadeur syrien sera convoqué dans la journée", a indiqué un porte-parole du ministère. A Paris, le directeur de cabinet d'Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères, a rappelé à la diplomate syrienne, "notre ferme condamnation de l'escalade de la répression contre la population par les autorités syriennes, marquée récemment par l'entrée de chars à Deraa", a précisé Bernard Valero. "Comme l'a dit le président de la République (Nicolas Sarkozy) hier, la violence qui a été utilisée contre les mani-



Alain Juppé, le ministre des Affaires étrangères de la France

festants pacifiques, et qui a fait des centaines de morts, est inacceptable", a-t-il poursuivi. La France a demandé à la Syrie de respecter "le droit de manifester pacifiquement" et réitéré son appel "à la libération de tous les détenus d'opinion, notamment les personnes emprisonnées pour avoir participé aux manifestations".

"Nous avons rappelé à Mme Chakkour la nécessité que les autorités syriennes répondent aux aspirations légitimes de leur peuple par la réforme, et non par le recours aux forces armées", a ajouté le porte-

parole. La veille, en même temps que Nicolas Sarkozy haussait le ton contre Damas, le ministère des Affaires étrangères faisait savoir que Paris plaidait pour des "mesures fortes" à l'ONU et à l'Union européenne pour contraindre le régime de Bachar al-Assad à renoncer à la violence.

A Bruxelles, le ministre belge des Affaires étrangères, Steven Vanackere, s'est prononcé mercredi pour l'imposition de sanctions envers le régime syrien, citant un gel des avoirs et des visas et estimant qu'un "point de non-retour" avait été atteint. Le ministre a précisé que l'ambassadeur de Syrie avait été convoqué mercredi après-midi au ministère des Affaires étrangères à Bruxelles, afin que la Belgique fasse part "de manière non ambiguë" de sa réprobation, a-t-il dit.

Une réunion des représentants des 27 pays de l'UE est prévue vendredi à Bruxelles, au cours de laquelle la question d'éventuelles sanctions doit être abordée. Des tirs ont de nouveau été entendus dans la nuit de mardi à mercredi à Deraa, ville du sud de la Syrie où l'armée était entrée en force lundi et avait ouvert le feu sur les habitants. Selon des organisations des droits de l'Homme, au moins 400 personnes ont été tuées depuis le début de la contestation et sa répression, mi-mars, en Syrie. ■

Le G20 est prêt à venir en aide au Japon

Le G20 est prêt à venir en aide au Japon face au risque croissant de catastrophe nucléaire après le séisme et le tsunami, a déclaré mardi le ministre des Affaires étrangères, Alain Juppé. Le Groupe des Vingt peut, à plus long terme,

lègue japonais que nous étions à sa disposition", a expliqué Alain Juppé. "A eux de nous dire comment les aider. Le président de la République souhaite que le G20 en particulier, qui représente l'essentiel des grandes puissances économiques du

tamment les leçons de la crise nucléaire japonaise, a-t-on appris lundi auprès d'organisations écologiques. Pour François Baroin, des discussions dans le cadre du G20 peuvent favoriser la coopération, "permettre un partage d'expérience et surtout des



oeuvrer en faveur de normes communes sur la sécurité nucléaire, a estimé de son côté le porte-parole du gouvernement, François Baroin.

Deux nouvelles explosions sont survenues mardi à la centrale atomique de Fukushima-Daiichi sur la côte nord-est du Japon, provoquant dans la région, et jusqu'à Tokyo, une hausse du niveau de radioactivité. "La situation est extrêmement grave (...) Le risque est donc extrêmement élevé", a déclaré Alain Juppé sur Europe 1.

Les ministres des Affaires étrangères du G8 (USA, Canada, Allemagne, Japon, Italie, Grande-Bretagne, France et Russie) sont réunis à Paris depuis lundi pour un sommet centré sur la crise libyenne et la situation au Japon. "Nous avons dit à notre col-

monde, se mette au service, entre guillemets, du Japon." Mardi matin, la secrétaire d'Etat américaine, Hillary Clinton, a rencontré le ministre japonais des Affaires étrangères, Takeaki Matsumoto, à Paris.

"Le Japon est toujours un généreux donateur lorsqu'il se produit une catastrophe dans le monde et, aujourd'hui, le monde se rassemble pour venir en aide au Japon", a-t-elle dit à l'issue de l'entretien. La France préside jusqu'à la fin de l'année le groupe qui réunit les principales puissances avancées et émergentes de la planète, parmi lesquels les principaux producteurs d'énergie nucléaire. Nicolas Sarkozy envisage d'organiser en avril une réunion des ministres de l'Économie et de l'Énergie du G20 sur les questions énergétiques pour tirer no-

normes partagées par tous". Il a aussi laissé entendre qu'une telle démarche pourrait favoriser une concurrence plus loyale lors de l'attribution de contrats pour la construction de nouvelles centrales.

Areva, le groupe français numéro un mondial des réacteurs nucléaires, a perdu en 2009 un important contrat aux Emirats arabes unis en faveur d'un concurrent sud-coréen qui avait présenté une offre moins chère. "Sur un marché compétitif international très fort, lorsque Areva porte ses projets, porte ses réacteurs, comme elle a des normes de sécurité plus importantes, elle est parfois sanctionnée", a dit François Baroin. "Si nous avons tous les mêmes normes, la compétition à terme sera plus égale." ■

Berkshire Hathaway achète Lubrizol pour 9 milliards \$ US

La société d'investissement de Warren Buffett, Berkshire Hathaway, a conclu une entente pour faire l'acquisition de Lubrizol Corp, le plus grand manufacturier mondial de produits lubrifiants. La transaction évaluée à environ 9 milliards \$ US est la deuxième plus grande acquisition au comptant de Berkshire Hathaway depuis les cinq dernières années. La compagnie va payer 135 \$ US par action de Lubrizol, une prime de 28 % par rapport au prix de clôture de vendredi. L'acquisition comprend également une dette de 700 millions \$.

Inde : les fonds d'investissement s'ouvrent aux investisseurs étrangers

Le gouvernement franchit une nouvelle étape dans la libéralisation des marchés financiers indiens. L'initiative pourrait avoir un impact important à terme sur la Bourse de Bombay. Les investisseurs étrangers vont pouvoir désormais souscrire aux fonds d'investissement indiens : cette réforme de grande portée a été dévoilée lundi 28 février par le ministre des Finances Pranab Mukherjee.

Les fonds d'investissement indiens enregistrés auprès du Sebi, l'autorité des marchés, « vont être autorisés à accepter les souscriptions d'investisseurs étrangers », a annoncé le ministre, ce qui leur donnera « un accès direct » à ces derniers et « élargira l'éventail d'investisseurs étrangers sur le marché indien des actions ». Les marchés financiers indiens sont encore largement protégés et réglementés. Pour le

moment, seuls les investisseurs étrangers enregistrés auprès du Sebi ont le droit de détenir des parts de fonds d'investissement domestiques, ce qui constitue un puissant frein aux placements boursiers en Inde. Les particuliers étrangers, notamment, ne peuvent opérer sur le territoire indien.

Le gouvernement indien cherche à libéraliser progressivement les marchés financiers

L'initiative pourrait donc avoir un impact important à terme sur la Bourse de Bombay. Elle intervient à un moment où les institutionnels étrangers sont dans une phase de retrait. Depuis le début de l'année, ils ont retiré plus de 2 milliards de dollars du marché indien, après y avoir investi 29 milliards en net en 2010. Confronté à de gigantesques besoins d'investissements, le

gouvernement cherche à développer les marchés financiers et à les libéraliser progressivement. Les professionnels du secteur ont accueilli la nouvelle avec enthousiasme. Car cette innovation est susceptible de donner une nouvelle dimension à l'industrie indienne de gestion de fonds, qui vit pour le moment un peu repliée sur elle-même. Les gérants comptent sur l'engouement que suscite l'Inde pour développer une clientèle de particuliers désireux de jouer la croissance d'un pays de près de 1,2 milliard d'habitants. Les premiers gagnants, selon les professionnels, vont être les groupes internationaux présents dans la gestion de fonds en Inde, comme Franklin Templeton, Fidelity, HSBC, ING et bien d'autres, qui pourront facilement proposer leurs produits indiens à leurs clients étrangers. ■

Kenya: Un investissement de 10 milliards de dollars pour répondre aux besoins du pays en électricité

Pour maintenir un taux de croissance économique global de 10% par an à partir de 2015, le gouvernement kenyan doit investir, avec le concours du secteur privé et de la Banque mondiale, plus de 10 milliards de dollars dans le secteur de l'énergie, apprend-on vendredi auprès du ministère de l'Énergie.

"Afin de répondre à la demande sans cesse croissante en énergie, un investissement de 10 milliards de dollars en équipements et en infrastructures de production et de 2 milliards de dollars dans le système de transmission s'avère nécessaire", indique le ministère qui relève que le gouvernement à lui seul ne peut mobiliser tout cette enveloppe, d'où l'intérêt d'associer le secteur privé à ce projet de grande envergure. La même source souligne que dans le cadre de son ambitieux plan de développement baptisé "Vision 2030", le Kenya s'attend à un accroissement de la demande en électricité, actuellement à plus de 15000 MW d'ici 2030, notant que cette situation a soulevé des préoccupations face au manque d'investissements adéquats dans l'infrastructure des systèmes d'alimentation. Dans cette optique, le gouvernement affirme avoir lancé une étude sur la faisabilité technique et économique de l'intégration des petits producteurs d'énergie (RCR) dans le réseau national, comme il avait financé plusieurs autres études sur la viabilité économique et financière des investissements privés. Le Kenya connaît des pannes régulières de courant en raison de la faible capacité de production d'électricité et d'un réseau électrique vétuste, en plus de vols de câbles électriques, selon l'Office kenyan de l'électricité qui précise avoir perdu durant les cinq dernières années près de 1.500 transformateurs et 167 km de câbles électriques d'une valeur estimée à plus de 7 millions de dollars. Selon des statistiques révélées par le ministère de l'Énergie, le taux d'électrification du Kenya est à peine de 20% pour une consommation de 130 Kw/h par hab. ■

1500 milliards de yuans d'investissement dans l'aviation civile durant le XIIe plan quinquennal

À l'approche des deux sessions de l'Assemblée populaire nationale et de la Conférence consultative du Peuple chinois, les divers secteurs d'activité ont annoncé successivement leurs objectifs pour le XIIe plan quinquennal. La semaine dernière, Li Jiaxiang, directeur général de l'Administration générale de l'aviation civile de Chine, a annoncé des investissements de plus de 1 500 milliards de yuans, soit 50 % de plus que durant le XIe plan. Le nombre d'aéroports atteindra plus de 220 dans le pays avec une flotte de 5 000 avions.

En outre, l'État encouragera les investissements privés. Actuellement, trois demandeurs sont en train de remplir les formalités afin de créer des compagnies aériennes. La Chine compte actuellement 43 compagnies d'aviation civile, dont 8 privées.

D'après Li Jiaxiang, le gouvernement considère la réforme de l'espace aérien comme élément essentiel du plan quinquennal et la présentera aux deux sessions. La majorité des 1 500 milliards de yuans d'investissement seront affectés à l'augmentation des avions à usage général.

« L'aviation civile connaîtra une décennie d'or ». D'après la firme d'investissement Guosen, avec le développement économique, les vols pour les affaires publiques et le commerce, ainsi que les vols de secours et de tourisme ont fourni un immense marché à l'aviation civile. En trois étapes, la formation du marché de 2003 à 2010, le développement rapide entre 2011 et 2015 et la stabilisation du développement de 2016 à 2020, l'aviation civile chinoise possèdera 10 000 appareils, et au cours de la décennie suivante, elle nécessitera encore 1 000 milliards de yuans d'investissements. Entre 2011 et 2015, le vol à basse altitude sera généralisé dans tout le pays. ■

La Grèce n'est plus en mesure de rembourser sa dette

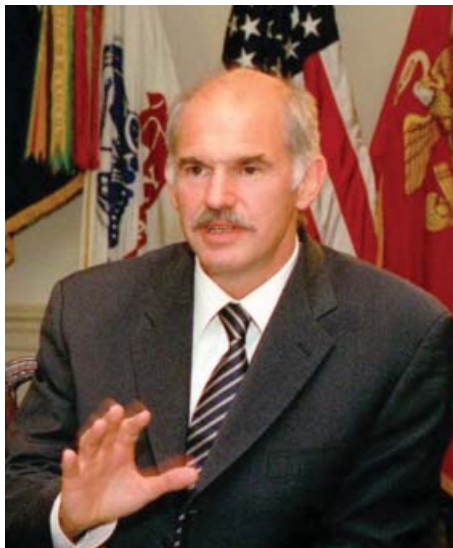
Marc Vignaud *

Pour beaucoup d'économistes, la dette grecque, qui a atteint près de 143 % du PIB en 2010 contre 105 % en 2007, est devenue insoutenable. Et ce, malgré les 110 milliards d'euros sur trois ans mis sur la table il y a tout juste un an par l'Europe et le FMI. Cette somme avait été calibrée pour faire face à une crise de liquidité, c'est-à-dire l'incapacité momentanée d'Athènes à se financer sur les marchés à des taux raisonnables. Or, le plan de rigueur imposé à la Grèce n'a pas permis d'inverser cette tendance. Il s'est révélé très défavorable à la croissance : la récession a atteint 4,5 % du PIB en 2010.

Du coup, les recettes budgétaires ont été très décevantes. Le gouvernement socialiste de Georges Papandréou a bien coupé dans les dépenses de l'État, mais il a été incapable de s'attaquer réellement à la fraude fiscale, presque un sport national en Grèce. La dette devrait donc continuer à augmenter cette année et atteindre, fin 2011, 152 % du PIB. La situation budgétaire du pays est telle que même le versement prévu d'une nouvelle tranche d'aide de 12 milliards d'euros par l'Union européenne et le FMI le mois prochain pourrait être remis en cause pour non-respect des objectifs fixés. Comme la Grèce ne maîtrise pas sa politique monétaire, le gouvernement grec a les mains liées. Sa seule solution pour regagner en compétitivité serait d'accélérer la déflation (spirale des prix et des salaires), ce qui alourdirait encore le poids de la dette.

L'impossible retour sur les marchés

Si tout s'était passé comme prévu, Athènes devait être de nouveau capable d'emprunter sur les marchés à des taux raisonnables dès 2012 (jusqu'à 40 milliards d'euros). Or, la défiance des investisseurs l'en empêchera. Ils réclament des taux prohibitifs pour acheter de la dette grecque à moyen et long terme, parce qu'ils anticipent un défaut de remboursement. D'autant que celle-ci est de plus en plus détenue par la BCE, le Fonds monétaire international et le Fonds européen de stabilité financière (FESF, la structure mise en place pour venir en aide au Portugal et à l'Irlande), autant d'institutions qui devraient être remboursées en priorité en cas de problème. La Grèce manque surtout de crédibilité historique sur la réduction de ses déficits.



Le Premier Ministre grec George Panadreou

Les risques d'une restructuration

Étant donné la situation, une restructuration de la dette grecque semble inévitable. Concrètement, cela revient à infliger des pertes aux détenteurs privés (et publics) de la dette souveraine grecque pour réduire le poids de l'endettement du pays. Une solution pour le moins risquée. C'est la raison pour laquelle de nombreux dirigeants européens refusent encore de l'envisager ou de l'évoquer publiquement. La BCE y est farouchement hostile, car cela pourrait déclencher un mouvement de panique sur les marchés. Comme les banques grecques sont de grands acheteurs de la dette souveraine de leur pays, une réduction de la valeur de leurs titres pourrait les mettre en difficulté et déclencher un bank run. Il y a surtout un risque de contagion aux autres pays périphériques de la zone euro (l'Irlande, le Portugal déjà aidés par le FMI et l'UE, mais aussi l'Espagne, voire l'Italie, puis la France).

Les autres solutions

Comment éviter d'en arriver là ? Le FMI et les Européens demandent à la Grèce d'accélérer le redressement de ses comptes, notamment par l'intensification des privatisations. Mais cela n'y suffira pas. La zone euro pourrait donc décider de remettre la main à la poche en accordant une aide supplémentaire. Elle pourrait aussi se mettre à accepter une augmentation de l'inflation. En laissant les prix monter jusqu'à ce qu'ils dépassent le taux d'intérêt auquel l'État grec a emprunté, elle ferait baisser le poids de sa dette.

La restructuration, le dernier recours

La solution la plus radicale - celle de la restructuration - serait donc, au final, la seule. Une telle issue ferait tomber un véritable tabou et modifierait durablement les rapports qu'entretiennent les États périphériques de la zone euro avec les marchés. Sa mise en oeuvre peut prendre différentes formes : défaut, rachats coercitifs, offre d'échanges volontaires, offre de rachat... La plus efficace consiste à décider de baisser substantiellement la valeur faciale d'une obligation pour réduire drastiquement la dette. Mais c'est aussi la solution la plus risquée, car c'est aussi celle qui impose le plus de pertes aux investisseurs privés de façon unilatérale. Après un tel événement, la Grèce devrait se débrouiller sans les marchés financiers pendant très, très longtemps. C'est pourquoi cette voie n'est pour l'instant pas envisageable.

Une solution plus réaliste serait d'allonger la maturité des titres, c'est-à-dire de repousser leur remboursement après l'échéance prévue. Si l'intégralité de la valeur faciale du bon est bien remboursée, le retard implique tout de même une perte pour l'investisseur. Cela permet de gagner du temps pour résorber une crise de liquidité, mais n'a qu'un effet modéré sur le taux d'endettement. La solution est donc loin d'être idéale : elle brise le tabou selon lequel les dettes souveraines de l'Eurozone ne sont pas restructurées, comme peuvent l'être de vulgaires dettes de pays du tiers-monde, pour un bénéfice plus que douteux.

Procéder à la carte

Autre possibilité, la restructuration à la carte. Une partie de la dette grecque pourrait être rachetée par Athènes, aidée par l'Eurozone (via le FESF, ou par l'EFSF directement). Plusieurs indices montrent que la Banque centrale a cessé d'acheter des titres grecs, ce qui a pour effet de faire baisser leur valeur de marché et ouvre la voie à une solution raisonnable en termes de coût pour les Européens. Pour attirer les détenteurs privés qui enregistrent dans leurs comptes leurs titres à la valeur de marché (comme les fonds alternatifs) et souhaitent souvent se débarrasser du risque, une surcote serait offerte. Pour ceux qui ne peuvent se permettre d'enregistrer une perte comptable, comme les banques, un échange pourrait être proposé. (*) *Point.fr*

Le commerce électronique offre des opportunités de développement

Daniel Wamu

Avec plus de 450 millions d'utilisateurs d'internet en Chine, soit près de 50% de plus que la totalité de la population des États-Unis, il était certain que des discussions sur le développement du commerce électronique allaient avoir lieu lors des sessions annuelles du Congrès National Populaire et du Comité National de la Conférence Consultative Politique du Peuple Chinois. Le commerce électronique est pour beaucoup la prochaine frontière économique, et en ce domaine, en termes de maximisation du potentiel de l'internet, comparée aux pays occidentaux, la Chine mène la danse.

Aux États-Unis, Amazon.com Inc, un détaillant en ligne majeur, a été fondé en 1994. Yahoo ! Inc, un des portails internet les plus anciens, a commencé ses opéra-



tions dès 1995, tout comme le site d'enchères en ligne eBay Inc.

Les sites internet offrant les mêmes services en Chine ont été plus longs à se développer. Ainsi, la société de commerce électronique Dangdang Inc a été créée en 1999, Baidu Inc a fait ses débuts en 2000 et Taobao.com, une filiale d'enchères en ligne du Groupe Alibaba, a été fondée en 2003.

Mais dans de nombreux cas, les sites chinois ont depuis égalé, voire dépassé, la popularité de leurs pairs. Alexa.com, qui procède au classement du trafic internet, a ainsi classé Baidu.com comme étant le sixième site internet le plus populaire et Yahoo.com comme le quatrième. Taobao.com, qui figure à la 15e place, est mieux classé que Amazon.com et



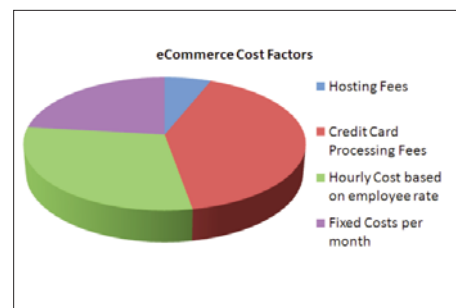
eBay.com. La dernière tendance en date à avoir attiré l'attention du marché chinois et de la communauté internationale est l'achat groupé, qui permet aux utilisateurs en ligne de recevoir des coupons leur donnant la possibilité d'obtenir de très fortes réductions dans certaines boutiques, à condition qu'un certain volume d'achats soit effectué. La popularité de l'achat groupé a incité Groupon.com, le plus grand site d'achat groupé des États-Unis en termes de parts de marché, à se tourner vers la Chine, dans l'espoir d'y prendre sa part de gâteau. Cependant, Groupon fait face à de sérieux défis. En plus de la possibilité qu'il ne réussisse pas à comprendre le marché chinois, ce qui est un problème que de nombreuses entreprises internationales rencontrent, Groupon fait aussi face à plus de 1 700 concurrents en Chine, qui ont poussé comme des champignons depuis l'arrivée du concept d'achat groupé en 2008. L'échelle de ce phénomène en Chine a atteint un point tel que des défauts ont commencé à apparaître. Tout récemment, meituan.com, un site d'achat groupé chinois populaire, a ainsi déposé plainte contre International Dairy Queen Inc pour ne pas avoir honoré des coupons d'achat groupé, que de son côté Dairy Queen prétend n'avoir jamais émis.

La croissance du commerce en ligne a incité Xu Xiaolan, Directeur adjoint du Centre Chinois pour l'Industrie de l'Information et membre de la CCPPC, à suggérer que des textes soient adoptés durant la session annuelle du CNP. Les « textes électroniques » proposés non seulement permettraient de réguler le commerce électro-

nique, mais le favoriseraient aussi en établissant une « Zone Economique Internet ». M. Xu espère que l'on arrivera ainsi à recréer le succès des zones économiques spéciales, qui ont été largement reconnues comme ayant apporté une contribution majeure à la croissance rapide de la Chine.

Cela étant, les grandes idées, en général, ne progressent pas sans à-coups ou obstacles divers sur leur route. Le 28 février dernier, le Bureau du Représentant au Commerce américain a placé Taobao.com et Baidu.com sur sa liste dite des Marchés Connus, prétendant que ces deux entreprises violent de façon régulière les droits de propriété intellectuelle en commercialisant des produits contrefaits.

Mais les analystes et chercheurs de l'industrie disent que, considérant l'explosion du nombre des utilisateurs d'internet et du marché en ligne, les droits de propriété in-



tellectuelle demeurent un problème pour le commerce électronique dans le monde entier, et pas qu'en Chine seulement. Ces problèmes commerciaux gagneraient davantage à être résolus entre entreprises, plutôt que de laisser des hommes politiques les utiliser pour gagner des points politiques.

Cependant, ce genre d'incidents souligne plus encore l'opportunité présente pour la Chine. Les législateurs chinois ont l'occasion unique d'aller là où aucun autre pays n'est encore allé – guider et favoriser le développement de l'internet et du commerce électronique pour que cela bénéficie à tout le monde sur le plan économique.

Source: le Quotidien du Peuple en ligne

L'économie allemande confirme une santé de fer

Jusqu'où s'envolera-t-il ? L'indice IFO, qui mesure le moral des entrepreneurs outre-Rhin, a affiché une nouvelle hausse en février, pour s'établir à 111,2 points. Record absolu. Les patrons allemands voient visiblement leur activité en rose. Non seulement leur situation actuelle (114,7 points, contre 112,8 en janvier), mais aussi leurs attentes à 6 mois (107,9, après 107,8 en janvier). Le commerce de détail est le seul secteur à vaguement marquer le pas.

«L'économie allemande a laissé la crise derrière elle, elle est actuellement au mieux de sa forme », s'est empressé de commenter le ministre de l'Economie, Rainer Brüderle. Et on ne peut guère lui reprocher d'exagérer. « Le début d'année pourrait difficilement être meilleur, confirme ainsi Carsten Brzeski chez ING, l'économie ne va peut-être pas atteindre les étoiles, mais elle va continuer à évoluer très haut cette année ». Les exportateurs allemands continuent de profiter d'une forte demande, en provenance notamment des pays émergents. Ce qui les pousse à investir massivement. Hans-Werner Sinn, président de l'institut IFO, parle même de vague d'investissements « sans précédent ». Le constructeur automobile Daimler a par exemple annoncé un plan de modernisation de ses usines et de développement de nouveaux modèles pour un total de



quelque 20 milliards d'euros en 2011 et 2012, soit 5 milliards de plus que sur la période 2009-2010.

Le panel d'une vingtaine d'économistes qu'interroge régulièrement le « Financial Times Deutschland » se montre lui aussi très optimiste, sur le moyen terme également. Plus d'un sur deux de ces experts attend une croissance supérieure à 1,5 % dans les années qui viennent. Ils soulignent que le rebond spectaculaire de l'économie allemande profitera à ses voisins.

Selon Klaus Abberger, de l'IFO, « à vrai dire la seule chose qui pourrait contrarier cette tendance, ce serait un choc extérieur violent ». Une dérive inflationniste en Chine, par exemple, ou bien encore un blocage du canal de Suez, qui poserait des problèmes pour l'approvisionnement en pétrole et le commerce avec l'Asie. Sinon, les troubles au Moyen-Orient ne semblent pas en mesure, selon lui, de peser sur le commerce mondial, dont les pays en question représentent une faible part. Mais tout laisse penser que la prévision officielle de croissance du gouvernement pour 2011 (2,3 %) sera dépassée. La Commerzbank attend désormais 3 %. La baisse continue du chômage ajoute en effet un nouveau moteur à la croissance : la consommation des ménages.

Cette forte croissance sera bien utile pour réduire le fardeau de la dette, qui, selon les chiffres publiés hier par l'office des statistiques, a fait un bond de 18 % entre fin 2009 et fin 2010, pour frôler les 2.000 milliards d'euros, à 1998,8 milliards d'euros exactement. Ce qui représente un endettement de 24.450 euros par habitant. En cause, selon Destatis : essentiellement les opérations de sauvetage des canards boiteux du secteur financier, Hypo Real Estate et West LB, qui à eux deux ont justifié 232,2 milliards d'euros de nouvelles dettes. ■

Source : karl de meyer, Les Echos

Le Gabon détient la plus importante réserve de pétrole de la Cémac

Malgré le déclin de la production de l'or noir, les réserves prouvées de pétrole sont estimées à 3,7 milliards de barils pour une durée de quarante-quatre ans, indique la revue statique de British Petroleum dans sa dernière édition. Des estimations très largement au-dessus de ses voisins que sont la Guinée-Equatoriale et le Congo.

L'avenir du pétrole gabonais n'est peut être pas si sombre qu'on le pense. Selon les dernières estimations de la revue statique de British Petroleum « BP Statistical Review Of World Energy 2010 », une référence dans le monde, les réserves prouvées du pétrole gabonais, c'est-à-dire celles qui sont déterminées avec un plus grand degré d'exactitude, sont estimées à 3,7 milliards de barils. Ce sont plus importantes réserves d'or noir de la sous-région Cémac. Le sous-sol gabonais est fois plus important que celui du Congo (1,9 milliard de barils), de la Guinée-Equatoriale (1,7 milliard) et du Cameroun (0,2 milliard). En Afrique ou le nombre de pays producteurs se compte encore sur les doigts d'une main, malgré la découverte de nouveaux eldorados pétroliers comme le Ghana, le Gabon détient les 7es réserves. La Libye arrive en tête avec des réserves estimées à 44,3 milliards de barils, suivie du Nigéria (37,2), de l'Angola (13,3), de l'Algérie (12,2), du Soudan (6,7), de l'Egypte (4,4) et du Gabon (3,7).

Bombardier s'associe avec une banque chinoise pour financer ses commandes

Bombardier Aéronautique vient de s'associer avec une importante institution chinoise afin de faciliter le financement des futures commandes de ses clients, a annoncé la compagnie ce matin. Bombardier Aéronautique a signé une lettre d'entente avec ICBC Financial Leasing, une société de crédit bail chinoise dont l'actionnaire principal est Industrial Commercial Bank of China (ICBC), l'une des plus grandes banques du monde. Les capitaux disponibles pour l'achat d'avions de la C-Series, et des séries Q, CRJ, LEARjet, Challenger et Global totalisent plus de 8 milliards \$ US, a précisé la compagnie dans son communiqué. L'accord couvre également le financement pour la maintenance, le service et la production, tant pour Bombardier Aéronautique, ses coentreprises et ses filiales actuelles et futures.



CINQ CHANTIERS DE LA RD CONGO

L'apport du pont Loange, ou comment un simple pont contribue à la baisse des prix alimentaires selon la Banque mondiale

- Pour les habitants des provinces du Bandundu et du Kasai-Occidental, plus question de passer des jours entiers à traverser la rivière Loange
- Depuis que le « Pont du cinquantenaire » a été érigé grâce à un financement de la Banque mondiale, les véhicules ne sont plus contraints de décharger leur cargaison de marchandises avant de passer la rivière
- Pour les populations qui empruntent cette voie, la réfection du pont s'est traduite par une baisse des prix des denrées alimentaires, ce qui démontre le potentiel catalytique des investissements ciblés dans la chaîne de valeur agricole.

Dominique K. M.

A l'heure où la hausse des prix des denrées alimentaires suscite des inquiétudes à travers le monde, les résultats préliminaires d'un projet réa-

leurs camions pour ne pas courir le risque de faire écrouler le vieux pont qui surplombait la rivière, et les recharger à nouveau une fois de l'autre côté de la rive. « Cette rupture de charge durait deux jours et il leur fallait cinq jours au total pour

Impacts économiques réels

Plus de gros souci donc, aujourd'hui, pour les véhicules au gros tonnage qui doivent traverser cette rivière frontière entre les deux provinces. Le nouveau pont Loange permet désormais aux voyageurs de rejoindre les villes économiques de Kikwit et diamantaire de Tshikapa en quelques heures. D'autant plus qu'un autre pont a été jeté au même moment sur la rivière Lovua, que les véhicules devaient avant contourner par un long détour, pour retrouver la Nationale n°1. Pour les commerçants et les familles vivant dans ces régions, ces ponts ont un impact économique réel.

En permettant le désenclavement du Kasai et de ses zones agricoles, ces ouvrages contribuent à un meilleur approvisionnement des centres urbains qui sont sur l'itinéraire, à leur développement économique ainsi qu'à la baisse du coût des produits vivriers sur les marchés notamment à Kikwit, Tshikapa, Kananga et Mbuji-Mayi. « Un sakombi de maïs (environ 1 kg) qui coûtait 2 500 francs congolais revient désormais à 1 600 francs du fait de la facilitation du transport », témoigne un habitant de Kikwit.

Faciliter l'intégration régionale

La réhabilitation de cet ouvrage entre dans le cadre du Projet multisectoriel d'urgence de réhabilitation et de reconstruction (PMURR), financé par la Banque mondiale pour un montant global de 700 millions de dollars américains. Monté en 2002 au moment où la RD Congo sortait de la guerre, le PMURR symbolise la réunification du pays. L'objectif poursuivi



Pont Loange

lisé en République démocratique du Congo montrent comment des investissements ciblés le long de la chaîne de valeur agricole peuvent conduire à une baisse des prix sur les marchés locaux.

Sur la route Nationale n°1, entre les villes de Kikwit au Bandundu et de Tshikapa au Kasai-Occidental, la traversée de la rivière Loange constituait un vrai casse-tête pour les voyageurs qui empruntaient cette voie. Et en premier lieu pour les commerçants avec leurs véhicules gros tonnage bondés de marchandises. Ils y vivaient un véritable calvaire. A chaque fois en arrivant ici, ils devaient décharger

rejoindre les deux villes », raconte John Kukululu, coordonnateur du Projet multisectoriel d'urgence de réhabilitation et de reconstruction (PMURR) par lequel le pont a été réhabilité. Long de 440 m, le tout nouveau pont Loange, baptisé « Pont du cinquantenaire » parce qu'inauguré au moment où le pays fêtait ses 50 ans d'indépendance, est un vrai défi contre la nature. Il est par sa taille le deuxième plus long ouvrage de ce type, après l'immense pont Maréchal (722 m) qui enjambe le fleuve Congo, de l'autre côté du pays (Ouest) à l'entrée de la ville de Matadi, dans la province du Bas-Congo.



par le PMURR, vaste projet qui couvre des secteurs vitaux de l'économie, était d'apporter une réponse aux efforts et stratégies mis en place par le gouvernement, afin de relever les défis qui se posaient au pays, notamment les besoins prioritaires des populations, par la remise en fonction des infrastructures de base. « Le pont

Loange est un facteur très important d'intégration régionale, car non seulement il offre une liaison routière ininterrompue traversant 6 provinces de la RD Cogo, mais il permet aussi d'assurer une liaison entre les pays de l'Afrique centrale et ceux de l'Afrique australe et orientale », souligne Christophe Bosch, responsable du

département Infrastructures et Développement durable à la représentation de la Banque mondiale à Kinshasa. Construit en béton armé et en fer dur en l'espace de 18 mois pour un coût total de 36 millions de dollars, l'ouvrage peut supporter jusqu'à 50 tonnes de charge. ■

Source: Banque mondiale

Les ministres des finances de l'Union Européenne ont adopté mardi 15 mars les grandes lignes d'un projet visant à durcir leur discipline budgétaire avec des amendes d'un nouveau type pour les mauvais élèves. "L'accord va permettre à la présidence (hongroise de l'UE) de commencer des négociations avec le Parlement européen, dans le but d'atteindre un accord général en juin" sur des textes définitifs, indique un communiqué des ministres. Le Parlement a en effet son mot à dire sur le sujet, qui relève de la co-décision.

ou de dette trop importants, qui s'appliqueront de manière plus rapide et plus automatique que jusqu'à présent.

Les pays qui dépassent le seuil de dette autorisé de 60 % du PIB devront la réduire suffisamment vite pour revenir vers cette limite, de 1/20e de l'écart entre leur dette et le seuil de 60 % par an. Par ailleurs, des sanctions pourront être décidées à titre préventif, c'est-à-dire avant même qu'un pays ait dépassé le plafond européen autorisé pour le déficit de 3 % du PIB, si son déficit est sur une pente trop ascendante.

cord de principe à l'automne. Mais il devait encore faire l'objet d'un accord dans les détails, sur la base de propositions de la Commission européenne. Il mécontente cependant le président de la Banque centrale européenne (BCE) Jean-Claude Trichet, qui n'a cessé de juger ces derniers mois les réformes insuffisantes. Mardi à Bruxelles, il a à nouveau mis en garde les ministres. "Nous continuons à penser que l'amélioration de la gouvernance qui est envisagée à présent est selon nous insuffisante pour tirer les leçons de la crise à la-

Les Européens se mettent d'accord pour durcir leur discipline budgétaire

Sur les six propositions législatives qui ont fait l'objet de cet accord, quatre ont pour objectif de renforcer la discipline budgétaire. Il s'agit de durcir le pacte de stabilité, qui encadre les politiques budgétaires européennes, notamment en punissant financièrement désormais en dernier ressort le dérapage de la dette, et plus seulement du déficit. Les textes prévoient le principe de nouvelles sanctions (dépôts bloqués pouvant être transformés en amendes) contre les pays affichant des niveaux de déficits

Les autres propositions prévoient la création d'un système d'alerte sur les déséquilibres économiques, telle une bulle immobilière comme en Espagne ou en Irlande récemment. Elles prévoient la possibilité d'infliger des amendes aux Etats "en situation de déséquilibre excessif" en raison de politiques économiques jugées dangereuses.

LA BCE MÉCONTENTE

Ce projet avait fait l'objet d'un premier ac-

quelles nous avons été confrontés". "Il nous semble, et nous l'avons rendu public comme vous le savez, que nous avons besoin d'améliorations dans un certain nombre de domaines", a-t-il ajouté.

La commission des affaires économiques du Parlement européen doit de son côté rendre son avis les 19 et 20 avril. L'accord obtenu mardi "est un pas majeur vers un accord avec le Parlement d'ici à l'été prochain", a souligné le commissaire européen aux affaires économiques Olli Rehn. ■



Jean-Claude Trichet

La Banque mondiale se dote d'une nouvelle stratégie pour soutenir l'Afrique

Émile Mousa

Reconnaissant que l'Afrique fait face à une occasion sans précédent de se transformer et d'améliorer la vie de ses peuples, la Banque mondiale dévoile aujourd'hui une nouvelle stratégie de partenariat avec le continent africain qui pourrait aider les économies africaines à prendre leur essor comme ce fut le cas pour les économies d'Asie il y a trois décennies.

La nouvelle approche, qui vient d'être endossée par le Conseil d'administration de la Banque, marque un tournant décisif dans la manière dont l'institution perçoit l'Afrique et son propre rôle en tant que partenaire au développement. Élaboré suite à des recherches approfondies et après un processus de consultations élargies en Afrique et à travers le monde, le nouveau cadre stratégique s'articule autour de trois principaux piliers.

« Nous sommes enthousiasmés par les perspectives d'avenir du continent. L'Afrique actuelle s'illustre par des nombreux succès et une croissance économique tirée par le dynamisme de ses populations et de ses économies. L'élaboration de cette nouvelle stratégie a été pour nous l'opportunité d'écouter les Africains et d'apprendre d'eux comment redéfinir notre partenariat afin de mieux soutenir les aspirations du continent dans le but de maintenir, au cours de la prochaine décennie, l'élan des réformes économiques en cours », a déclaré Mme Obiageli Ezekwesili, Vice-présidente de la Banque mondiale pour la Région Afrique. Elle a ajouté : « Pour la mise en œuvre de cette stratégie, la Banque mondiale maintiendra un dialogue productif avec les citoyens qui aspirent à tirer meilleur parti des retombées des performances économiques. Partenariats, connaissances et financements seront mis à profit dans notre collaboration avec les gouvernements, le secteur privé, la société civile et d'autres parties prenantes afin d'aider les pays à accélérer la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement, élargir le champ de la prospérité économique et réduire la pauvreté ».

Intitulée « L'avenir de l'Afrique et comment la Banque mondiale entend y contribuer », la nouvelle stratégie marque le passage d'une discussion d'ordre général sur les voies et moyens d'atteindre la stabilité

économique et des fondements solides pour mettre l'accent sur trois domaines clés : 1. Compétitivité et emploi. Le nouveau cadre stratégique aidera les pays à diversifier leurs économies et créer des emplois, en particulier pour les 7 à 10 millions de jeunes qui entrent sur le marché du travail chaque année. Il contribuera aussi à combler le fossé entre les besoins en infrastructures et

tager les ressources communes sur une base plus équitable et dans un cadre consensuel, la nouvelle stratégie vise à réduire le nombre de chocs auxquels l'Afrique est soumise et à atténuer leur impact.

3. Gouvernance et des capacités du secteur public. Les services essentiels, comme l'éducation, la santé et les infrastructures de base, sont trop souvent soit pas disponibles



Mme Obiageli Ezekwesili, Vice-présidente de la Banque mondiale pour la Région Afrique

les investissements consentis à cet effet, estimé actuellement à environ 48 milliards de dollars par an. Il permettra également de soutenir les efforts visant à faciliter l'activité commerciale. En outre, la nouvelle stratégie sera axée sur le renforcement des compétences des travailleurs.

2. Vulnérabilité et la résilience. Les pauvres d'Afrique sont directement affectés par divers chocs – d'ordre économique, liés à la santé, les catastrophes naturelles ou encore les conflits - qui les maintiennent dans la pauvreté. En se concentrant sur l'amélioration des soins de santé ; en mettant l'accent sur la prévention contre les effets du changement climatique grâce à l'irrigation et une meilleure gestion de l'eau ; et en renforçant la capacité des pouvoirs publics à par-

soit de mauvaise qualité du fait de la mauvaise gestion des fonds publics. La nouvelle approche de la Banque mondiale vise à mieux informer les citoyens ordinaires sur le type d'attentes qu'ils devraient nourrir à l'endroit de leurs gouvernements. Il s'agira aussi de leur offrir des avenues afin qu'ils soient en mesure de tirer sur la sonnette d'alarme lorsqu'ils n'ont pas accès à ces services. La Banque s'engage également à travailler directement avec les gouvernements pour les aider à améliorer leurs systèmes et leur capacité à fournir des services de base et gérer les comptes. La nouvelle stratégie inverse l'ordre d'importance des instruments dont se sert la Banque pour soutenir l'Afrique. Désormais, il s'agira en premier lieu des partenariats, puis du partage du sa-

voir, et enfin des financements. L'objectif visé est de s'assurer que les interventions de la Banque viennent appuyer ce qui est fait sur le terrain par les États africains, le secteur privé et d'autres partenaires au développement. « Cette stratégie est tout autant un reflet de ce que nous avons reçu des Africains eux-mêmes et de leurs dirigeants que la pensée de la Banque mondiale », a

déclaré Shantayanan Devarajan, économiste en chef pour la Région Afrique à la Banque mondiale. « Même si nous sommes convaincus que c'est la bonne approche en ce moment, nous voulons aussi nous assurer que nous sommes prêts à nous adapter aux nouvelles réalités à mesure que le continent africain poursuit sa marche vers le progrès. C'est en cela que réside la beauté

du moment. L'Afrique a surpris plus d'un en affichant une décennie de croissance soutenue et de réduction de la pauvreté. Nous sommes convaincus que le continent sera à la hauteur de cette opportunité historique. D'autres régions l'ont fait ; l'Afrique est tout aussi capable », a-t-il conclu. ■

Source: Banque mondiale

PERSPECTIVES ÉCONOMIQUES RÉGIONALES MOYEN-ORIENT ET ASIE CENTRALE

Moyen-Orient, Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan

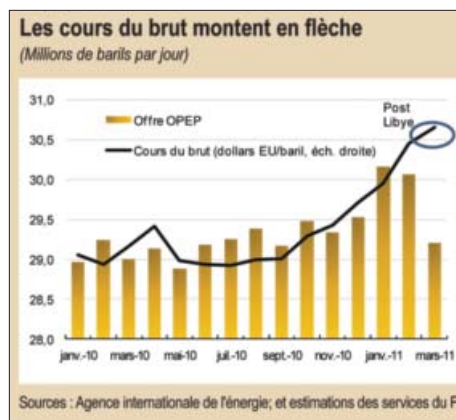
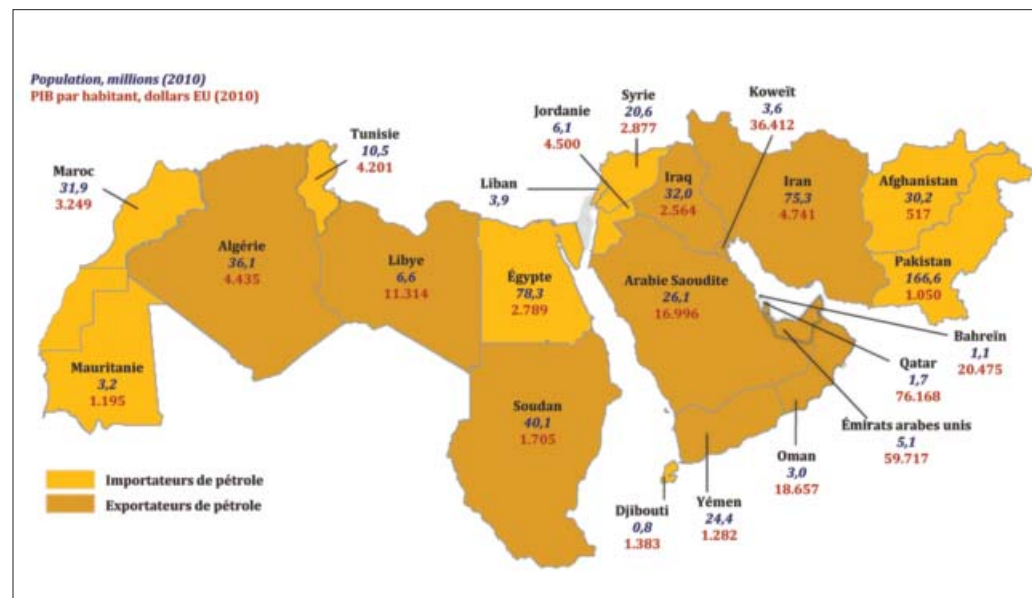
La région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN) traverse une période de transformation sans précédent. Bien qu'il soit clair aujourd'hui que les soulèvements populaires sont nés de l'aspiration à plus de liberté politique, sociale et économique, tout le monde, y compris le FMI, a été pris par surprise. Les raisons profondes de ces soulèvements sont politiques, mais elles sont inextricablement liées à des causes économiques.

Jusqu'aux derniers mois de 2010, la région était en bonne voie pour se relever de la crise mondiale. La croissance, principalement tirée par les pays exportateurs de pétrole de la région, est passé d'un taux de 2,1 % en 2009 à 3,9 % en 2010. Néanmoins, la lente croissance tendancielle des années précédentes n'a pas créé suffisamment d'emplois pour la population active grandissante.

Les événements actuels montrent clairement que les réformes, voire les périodes de croissance rapide observées en Tunisie

et en Égypte, ne peuvent être durables à moins qu'elles ne créent des emplois pour une population active qui augmente à vive allure et ne s'accompagnent de mesures sociales pour les couches les plus vulnérables. Pour que la croissance soit durable, il faut qu'elle soit inclusive et largement partagée, et non accaparée par quelques pri-

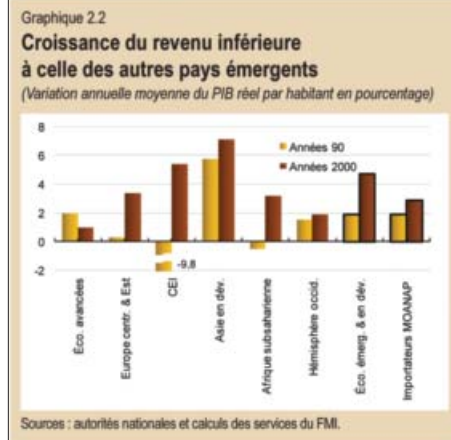
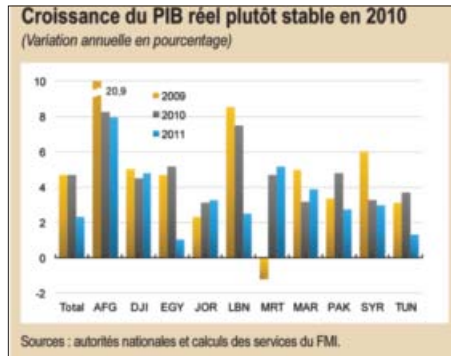
vilégiés. La corruption endémique dans la région constitue un affront inacceptable à la dignité de ses citoyens, et l'absence de règles du jeu transparentes et équitables mine inévitablement la croissance inclusive. Cependant, un programme social et inclusif ne peut survivre sans que la stabilité macroéconomique et financière ne soit



L'envolée des prix du pétrole, surtout après le début des récents événements dans la région, contribue à accroître les excédents budgétaires et courants des pays exportateurs de pétrole de la MOANAP. Le complément de recettes pétrolières a servi en partie à répondre aux tensions sociales.

Dans leur gestion des incertitudes à court terme, ces pays ne doivent pas négliger les problèmes à plus longue échéance : assurer une croissance solidaire, forte et durable pour donner des emplois à une population active en augmentation rapide, surtout aux jeunes; améliorer la gestion budgétaire; et poursuivre le développement du système financier.

au rendez-vous. Si elle fait défaut, même les pays dotés de solides institutions peuvent être mis à rude épreuve, comme l'a montré la récente crise mondiale. En ces temps de turbulences et d'incertitudes dans la région, il n'est que plus crucial de contenir la vague montante des déséquilibres budgétaires, de la dette et du service y afférent, de l'inflation et de la fuite de capitaux. Ces menaces qui pèsent sur la stabilité macroéconomique et financière pourraient — si elles ne sont pas stoppées rapidement — saper la confiance et faire dérailler les nouvelles réformes sociales.



Les perspectives sont marquées par deux courants d'évolution : l'agitation qui règne dans la région et l'envolée des cours mondiaux des produits pétroliers et des denrées alimentaires. La conjoncture économique à court terme est donc inhabituellement incertaine à cause de la situation politique et sécuritaire très fluide présente dans un certain nombre de pays.

Création d'emplois dans la région MOAN¹
(Millions)

	2000	2009	Variation annuelle en pourcentage
Algérie	6,2	10,2	7,1
Bahrein	0,2	0,4	16,1
Iran	15,6	18,0	1,7
Koweït	1,2	2,1	8,2
Libye	1,4	1,6	1,2
Oman	0,7	1,1	8,0
Arabie Saoudite	6,0	8,1	4,0
Soudan	8,7	12,0	4,2
Emirats arabes unis	1,7	3,5	11,5

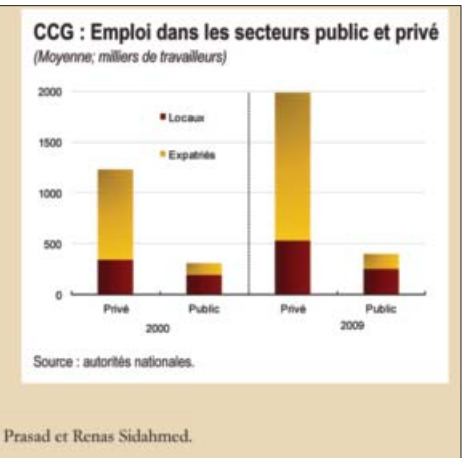
Source : FMI, Perspectives de l'économie mondiale.
¹Emploi total.

Les auteurs de cet encadré sont Joshua Charap, Ananthkrishnan Prasad et Renas Sidahmed.

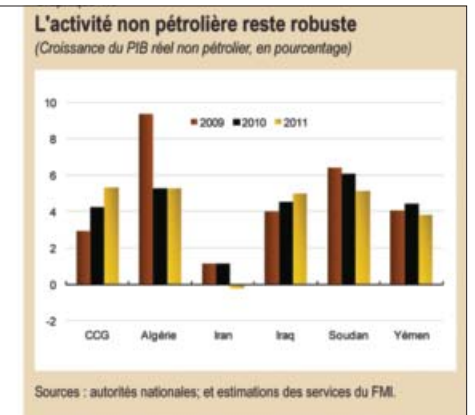
et des volumes de production se traduira par une accélération de la croissance en 2011 et une amélioration des soldes budgétaires et extérieurs, en dépit de l'augmentation récente des dépenses publiques. Les projections tablent sur un taux de progression moyen du PIB réel (Libye non comprise) à 4,9 % en 2011, contre 3,5 % en 2010, le taux de croissance hors pétrole restant à 3,5 % en 2011. Pour le Conseil de coopération du Golfe (CCG), la prévision de croissance est de 7,8 % en 2011, du fait que la production de pétrole va être accrue pour stabiliser l'offre perturbée ailleurs par des ruptures d'approvisionnement. Le taux de croissance hors pétrole du CCG gagnerait 1 %, passant à 5,3 % en 2011. D'après les estimations, l'excédent global des comptes



extérieurs courants des pays exportateurs de pétrole passerait de 172 à 378 milliards de dollars EU (Libye non comprise) et celui du CCG de 136 à 304 milliards de dollars EU. L'évolution économique des pays



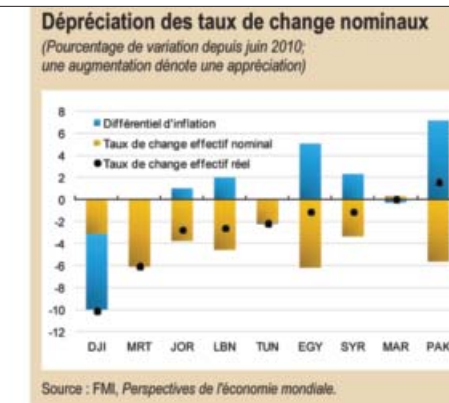
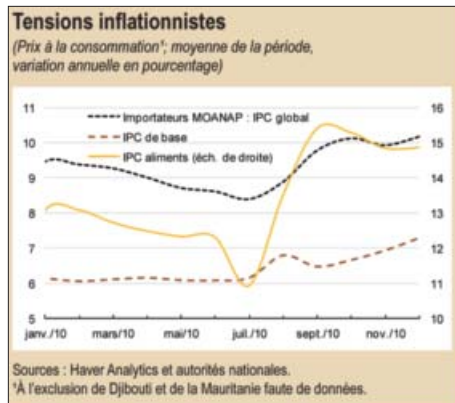
de 2½ à 4 points de pourcentage par rapport à 2010, en raison des perturbations de l'activité économique pendant les protestations, de la diminution du tourisme et de la baisse des investissements. L'incertitude politique pèse aussi sur l'économie du Liban et la croissance du Pakistan qui est encore freinée par les effets des inondations de l'an dernier. Dans la plupart des autres pays, toutefois, la croissance continue à progresser, la hausse des cours des phosphates et du minerai de fer jouant au profit de la Jordanie, du Maroc et de la Mauritanie. Face aux événements politiques — ainsi qu'à la hausse des cours des matières de base — les autorités gouvernementales de l'ensemble de la région ont réagi en accroissant les subventions des produits pé-



troliers et alimentaires, en relevant les salaires et les retraites des fonctionnaires, en augmentant les transferts en espèces, en réduisant les impôts et en accroissant les dépenses publiques dans d'autres domaines. Les plans nationaux de relance budgétaire pour 2011 se situent entre moins de 0,5 % du PIB dans certains pays importateurs de pétrole du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord à 22 % du PIB environ en Arabie Saoudite (les dépenses s'étalant sur plusieurs années). Alors que certains pays peuvent facilement se permettre ce surcroît de dépenses, d'autres en ressentiront le poids sur la dette et les finances publiques : le soutien de la communauté internationale aiderait à combler les besoins de financement et à contenir la hausse de l'endettement. L'inflation globale s'est accélérée dans l'ensemble de la région, principalement sous l'effet de la hausse des cours internationaux des matières de base. Il semble toutefois que la hausse des prix des denrées alimentaires et des produits pétroliers déteigne sur l'infla-

Pour la plupart des pays exportateurs de pétrole, la hausse prévisible des cours pétroliers — de 79 à 107 dollars EU le baril —

importateurs de pétrole s'annonce plus nuancée. Pour l'Égypte et la Tunisie, nos projections donnent la croissance en recul

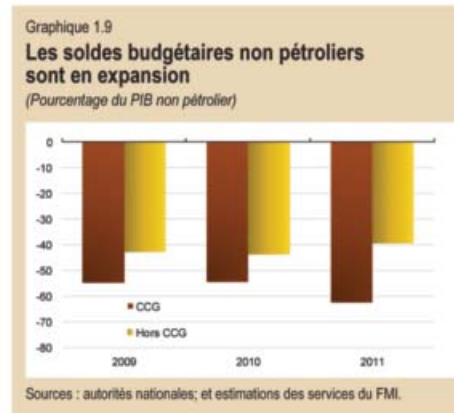
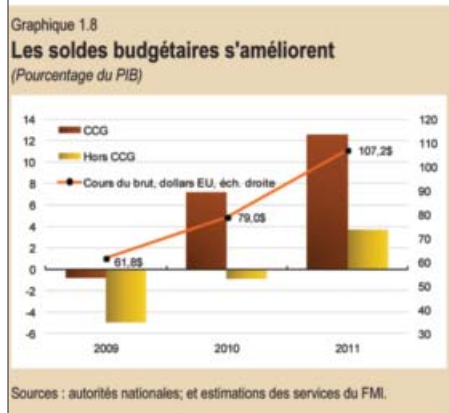
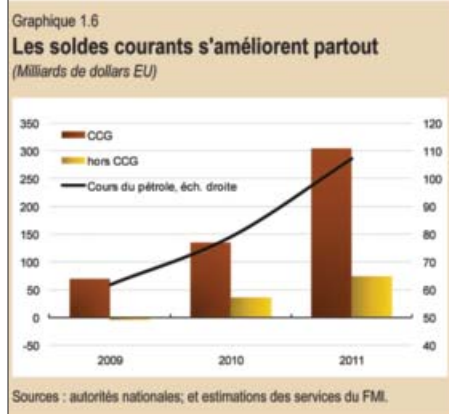


de nombreuses incertitudes pesaient sur l'évolution future de la région MOAN. Elle a cependant de nombreux points forts sur lesquels construire son avenir : une population jeune et dynamique, d'abondantes ressources naturelles, un vaste marché régional, une situation géographique avantageuse et des débouchés sur les principaux marchés mondiaux. Alors que les mois à venir seront difficiles et inévitablement marqués par des revers, il y a une dynamique de changement prometteuse à développer. ■

Source: Fonds monétaire international

tion de base. Plus généralement, étant donné que les denrées alimentaires et produits pétroliers pèsent pour près de la moitié dans les indices des prix à la consommation des pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale, et que le renchérissement des produits de base risque d'être assez persistant, les banques centrales de la région vont devoir prêter davantage d'attention à l'inflation globale lors de la fixation de leurs taux directeurs et de l'orientation générale de la politique monétaire. Les taux directeurs seront aussi poussés à la hausse par le contexte d'augmentation des taux d'intérêt mondiaux et des primes de risque sur les emprunts souverains.

Au-delà des enjeux immédiats, les récents soulèvements offrent une occasion unique de jeter les bases d'un programme de croissance inclusive et respectueux de la solidarité sociale au Moyen-Orient. Chaque pays devra définir sa propre feuille de route en vue d'une transformation largement consensuelle, mais ils devront tous tendre vers des objectifs communs pour réaliser le potentiel à long terme de la région : un climat de stabilité macroéconomique pour inspirer la confiance et attirer les investissements; la création de suffisamment d'emplois dans le secteur privé pour résorber le chômage et absorber la population active en rapide essor; des débouchés économiques pour que l'ensemble des citoyens puissent réaliser leur potentiel; la protection sociale des plus vulnérables; et des institutions solides et transparentes tenues de rendre compte de leurs actions et de garantir une bonne gouvernance. Le but n'est pas seulement une croissance plus vigoureuse, mais aussi une croissance plus inclusive et des gains en matière de développement qui soient largement partagés. Au moment de la préparation de cette édition du Rapport sur les perspectives économiques régionales,



La Banque mondiale publie son projet de stratégie pour l'Afrique

Amisi Rukiza

La Banque mondiale publie son projet de stratégie pour l'Afrique, *L'avenir de l'Afrique* et le rôle que peut y jouer la Banque mondiale, qui pilotera ses politiques et activités dans la région subsaharienne pendant les cinq années à venir. Initialement prévue en septembre, la publication de cette stratégie a été retardée non seulement par le fait que la Banque a intégré dans son projet les enseignements tirés de son précédent Plan d'action pour l'Afrique, mais aussi par l'afflux des commentaires provenant des parties prenantes extérieures. Cette première version tient compte en effet des observations adressées par plus de 1 500 individus issus de 35 pays, consultés en ligne ou en personne entre juin et septembre 2010. « Nous avons tenu compte de l'opinion de personnes d'horizons très variés et vivant dans des pays tout aussi divers, et pour lesquelles le développement de l'Afrique est un enjeu majeur », souligne Shanta Devarajan, économiste en chef de la Banque mondiale pour la Région Afrique. « Nous avons attentivement examiné tous ces apports et nous nous sommes efforcés d'aboutir à un projet solide, qui doit permettre à la Banque d'accompagner l'Afrique alors que le continent connaît un processus de transformation et une croissance sans précédent ».

Le projet de stratégie s'articule autour de trois axes interdépendants : i) la compétitivité et l'emploi, ii) la vulnérabilité et la capacité de résistance, et iii) la gouvernance et les capacités du secteur public. Chacun de ces axes est considéré en fonction des difficultés qu'il présente, mais aussi de ses opportunités. Ces trois thématiques serviront de cadre aux interventions de la Banque dans chaque pays, sans pour autant les limiter. L'axe « compétitivité et emploi », en reprenant les différents points de vue des parties prenantes, met l'accent sur le potentiel de l'Afrique en tant que destination pour les affaires et pôle de croissance, l'aide au développement servant d'investissement à effet catalyseur. Si le secteur privé parvient à saisir les chances de création de richesse qu'offre ce cadre, les retombées seront une meilleure productivité agricole, la promotion du rôle des femmes, l'adoption d'approches innovantes favorisant le climat de l'investissement et le développement des infrastructures. Ce sont là des moteurs essentiels de la croissance et de la compétitivité de l'Afrique, qui faciliteront la création d'emplois.

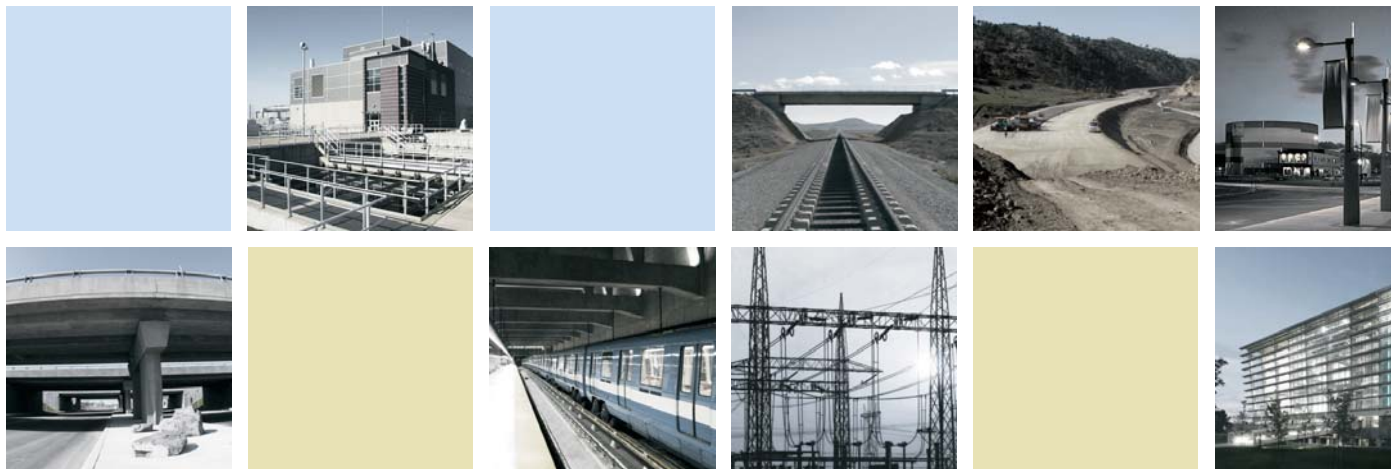
« L'obstacle le plus souvent évoqué est lié aux services d'infrastructure, c'est pourquoi leur amélioration est placée en tête des priorités », est-il indiqué dans l'ébauche de stratégie. « Le déficit de financement des infrastructures (estimé à 48 milliards de dollars par an pour le continent) ne pourra être comblé qu'en associant les financements nationaux, publics et privés. Pour attirer les fonds privés et plus généralement améliorer les services, il

faudra réformer les politiques d'infrastructure et les institutions », relève le document. L'axe « vulnérabilité et capacité de résistance » rend compte des chocs inévitables qui ont souvent des effets immédiats sur le niveau de vie : crises macroéconomiques, chocs idiosyncratiques liés par exemple à la santé (sida, paludisme, mortalité maternelle, accidents de la route), catastrophes naturelles, conflits et violence politique. La stratégie met l'accent sur des politiques prioritaires : adoption de filets de protection sociale pour faire face aux crises macroéconomiques et à certains chocs idiosyncratiques ; interventions en vue de juguler les crises sanitaires et les chocs liés aux maladies ; politiques d'adaptation pour lutter contre les effets des catastrophes naturelles provoquées par le changement climatique ; actions de maintien de la paix et de renforcement institutionnel pour prévenir les conflits et la violence politique.

Les opinions recueillies auprès des parties prenantes dénotent, à travers tout le continent africain, l'importance de la gouvernance, jugée comme l'un des obstacles majeurs au développement, et la nécessité de renforcer la responsabilisation à tous les niveaux de la société. La stratégie s'efforce d'en tenir compte en faisant de la gouvernance et des capacités du secteur public le fondement sur lequel doivent reposer les deux piliers précédents. Cette mise en perspective vise à tirer parti de l'essor de la transparence politique en Afrique et de l'implication accrue de la société civile dans la demande d'une bonne gouvernance. Selon les termes du document, « La participation des organisations de la société civile dans la surveillance de l'action publique sera encouragée et évaluée. Une plus grande attention sera donnée au renforcement des capacités des pouvoirs législatif et judiciaire et des collectivités locales ».

La Banque mondiale mettra en œuvre sa stratégie pour l'Afrique en s'appuyant sur ses instruments traditionnels – financements, connaissances, partenariats – mais elle se propose de les utiliser dans l'ordre inverse. « La mise en œuvre de la stratégie se fondera principalement sur les partenariats – noués avec la société africaine et d'autres acteurs du développement. Nous appellerons la communauté du développement à soutenir un 'plan Marshall pour l'Afrique' dont le but sera de lever les obstacles financiers qui empêchent le continent d'atteindre ses objectifs de développement à l'horizon 2015, et au delà. »

La Banque mettra à contribution les connaissances disponibles afin de fonder les débats sur le développement de l'Afrique sur des données factuelles, et répondra aux besoins financiers des pays africains par des modes de financement flexibles et innovants. « Dans la nouvelle stratégie, le but est d'exploiter l'effet de levier des fonds alloués par la Banque pour mobiliser d'autres sources de financement », est-il écrit. Source : Banque mondiale



UNE DES PLUS IMPORTANTES FIRMES CANADIENNES
D'INGÉNIERIE-CONSTRUCTION QUI OFFRE UN GUICHET
UNIQUE DE SERVICES ET DES SOLUTIONS INTÉGRÉES

DESSAU

INGÉNIERIE

BÂTIMENTS | INDUSTRIES | ÉNERGIE | DÉVELOPPEMENT URBAIN
TRANSPORTS | ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE
TÉLÉCOMMUNICATIONS, SÉCURITÉ, SYSTÈMES ET TECHNOLOGIES

PLANIFICATION ET AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

GESTION ET CONSTRUCTION

GÉOTECHNIQUE, MATÉRIAUX ET ENVIRONNEMENT

EXPLOITATION



DESSAU.COM



**VOUS VOULEZ ACTIVER VOS
EXPORTATIONS?
NOUS POUVONS VOUS AIDER.**

NOUS SAVONS TOUS CE QUE ÇA SIGNIFIE. Nous savons que vous voulez tirer profit des grandes possibilités qu'offre l'exportation. Grâce à nos solutions d'assurance et de gestion de fonds de roulement, ainsi qu'à notre connaissance des marchés internationaux, vous trouverez chez nous les produits et l'expertise qui vous aideront à activer vos exportations. Avec EDC, vos désirs prennent forme.

2 0 0 M A R C H É S À T R A V E R S L E M O N D E

www.edc.ca/services | 1-866-361-1118

Un monde d'opportunités à saisir

Canada

 **EDC**